

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3307

8 novembre 2014

SOMMAIRE

Allmende S.A.	158690	Max Bögl Stiftung & Co. KG, Niederlassung Luxembourg	158693
Anla S.à r.l.	158703	MECS International Holding Sàrl	158696
A.TH. & Associates, Management Consul- tants S.à.r.l. Luxembourg	158735	Mene' S.à r.l., SPF	158693
FFS 3 S.à r.l.	158734	MFR Castel Romano S.à r.l.	158700
Financière Castell	158701	M&G Real Estate Finance 1 Co	158690
La Mancha Precious Metals S.A.	158690	Microsoft MOPR Holdings Luxembourg S.à r.l.	158697
Lazarine S.à r.l.	158695	Morton Fininvest Holding S.A., SPF	158695
LBREP III Vesta S.à r.l.	158691	M.P.M. International S.A.	158693
LBREP II Master S.à r.l.	158690	Mytos S. à r.l.	158695
Lehr S.à r.l.	158694	Nano Growth S.à r.l.	158696
Leon Investment S.A.	158692	Narya S.A.	158696
Les Arquebusiers S.à r.l.	158690	Naus S.A.	158698
LFPE S.C.A. SICAR	158691	Nayhe S.à r.l.	158699
Lidl Belgium GmbH & Co.KG	158691	New2DM S.A.	158700
Liquid Nutrition S.A.	158698	NeXgen Partners	158699
LJ Luxembourg S.A.	158692	North Asset Management S.à r.l.	158698
Loer G.m.b.H.	158694	Northern Star	158699
LöweKlau S.A.	158692	Northstar Investments S.à r.l.	158697
Luxembourg Investissement & Patrimoine S.A.	158696	Novellas Maritime Topco 1 S.à r.l.	158697
Luxfen, s.à r.l.	158697	Orion IV European 26 S.à r.l.	158700
Lux-Sucre Sàrl	158691	Patron Hainstrasse Holding S.à r.l.	158706
Lux Venture Finance SPF, S.A.	158700	Polonia Property	158716
Maas International	158695	Stige S.A.	158736
Made in Sud	158694	Trophy Investments SIF	158736
Marbrerie Hary S.à.r.l.	158694	Zyn Coiffure S. à r.l.	158736
Marquesia S.à.r.l.	158692		
Max Bögl Bauunternehmung GmbH & Co.KG Niederlassung Luxembourg	158693		

Allmende S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 21.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014159494/9.

(140181988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

La Mancha Precious Metals S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 182.521.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Référence de publication: 2014159835/10.

(140181570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

LBREP II Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.012.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 121.466.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Pour LBREP II Master S.à.r.l.

Référence de publication: 2014159839/11.

(140181831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

M&G Real Estate Finance 1 Co, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 150.184.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 Octobre 2014.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014159863/11.

(140181700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Les Arquebusiers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 142, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 161.174.

Le Bilan au 31 mai 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

LES ARQUEBUSIERS S.A.

L-1370 LUXEMBOURG

Référence de publication: 2014159843/12.

(140181610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Lux-Sucre Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4563 Niedercorn, 7, ZI Hanneboesch II.
R.C.S. Luxembourg B 66.360.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014159856/9.

(140181671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

LBREP III Vesta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 133.861,25.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 131.554.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159840/10.

(140181832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

LFPE S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 125.398.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LFPE S.C.A. SICAR

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014159844/12.

(140181104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Lidl Belgium GmbH & Co.KG, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-4670 Differdange, 170A, rue de Soleuvre.
R.C.S. Luxembourg B 52.309.

Geschäftsführungsbeschluss

Die Geschäftsleitung Lidl Belgium GmbH & Co. KG
mit Gesellschaftssitz in Deutschland, Stiftsbergstrasse 1, D-74172 Neckarsulm und Belgischer Niederlassung in B-9820 Merelbeke, Guldensporenpark 90, Gebäude J und Luxemburgischer Niederlassung in L-4670 Differdange, 170A, Rue de Soleuvre hat entschieden

1/ eine neue Niederlassung in L-8009 Strassen, route d'Arlon 7, zu eröffnen;
2/ Herrn van den Brand Boudewijn als Handlungsbevollmächtigten ("Geschäftsführer der Niederlassung") zu ernennen;
3/ dass Herr van den Brand Boudewijn die neue Niederlassung nur zusammen mit einem der folgenden Geschäftsführer vertreten kann:

Herr Hennen Wolfgang,

Herr Isaac Peter

Herr Heylen Dirk,

wobei die Unterschrift von Herrn van den Brand Boudewijn zwingend erforderlich ist.

Merelbeke, den 8 September 2014.

Boudewijn van den Brand / Dirk Heylen

Geschäftsführer / Geschäftsführer

Référence de publication: 2014159845/23.

(140181125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

LöweKlau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 169.429.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014159849/10.

(140181967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Marquesia S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 131.539.

Résolution de la gérance prise à Luxembourg en date du 1^{er} octobre 2014:

- La gérance a décidé de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 16 rue de Nassau L-2213 Luxembourg vers le 20 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014159867/11.

(140181386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Leon Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 134.720.

EXTRAIT

L'assemblée générale annuelle du 30 juin 2014

- a pris note de la démission de l'administrateur M. Anastasios Ioannis Leventis

- a fixé à quatre le nombre d'administrateurs

- a nommé M. Antoine Hientgen, expert comptable, 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2019.

LEON INVESTMENT S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014159842/15.

(140181535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

LJ Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.
R.C.S. Luxembourg B 179.726.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement à Larochette le 13 octobre 2014 de décisions suivantes:

Organe: Commissaire aux Comptes

En lieu et à la place, l'assemblée générale nomme le commissaire suivant jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2019:

A rayer: - Mr NGUYEN Van Thanh, né le 5 février 1970 à Vientiane, demeurant professionnellement à L-2636 Luxembourg, 4, rue Léon Thyès en tant que commissaire avec effet au 09/8/2013;

A inscrire: - ANDREAS AUDIT SERVICES, société de droit luxembourgeoise ayant son siège social à 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette avec effet à partir du 09/8/2013;

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159850/18.

(140181676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

**Max Bögl Stiftung & Co. KG, Niederlassung Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger,
(anc. Max Bögl Bauunternehmung GmbH & Co. KG Niederlassung Luxembourg).**

Adresse de la succursale: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 108.673.

—
EXTRAIT

Il est constaté qu'en date du 29 juillet 2014, la dénomination de la société de droit étranger Max Bögl Bauunternehmung GmbH & Co. KG a été modifiée pour s'appeler dorénavant Max Bögl Stiftung & Co. KG.

La succursale luxembourgeoise a également changé sa dénomination pour s'appeler dorénavant Max Bögl Stiftung & Co. KG, Niederlassung Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Pour la succursale

Un mandataire

Référence de publication: 2014159868/17.

(140180990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Mene' S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 158.275.

Il est porté à la connaissance des tiers que:

- BAVKOM LIMITED a démissionné en tant que Co-Trustee de MENE' TRUST, avec effet au 11 mars 2014.

- CHARTER FIDUCIARY SERVICES LIMITED, société à responsabilité limitée par actions, ayant son siège à Cork (Ireland), 6, Sullivan's Quay inscrite auprès du Registre d'Irlande sous le numéro 500 355 a été nommée en tant que Co-Trustee de MENE' TRUST, avec effet au 11 mars 2014, en remplacement du Co-Trustee démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Pour la Société

Max GALOWICH

Un mandataire / Gérant

Référence de publication: 2014159882/18.

(140181858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

M.P.M. International S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.500,00.

Siège social: L-6916 Roodt-sur-Syre, 30, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 69.702.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 25 septembre 2014.

Après délibération, l'Assemblée, à l'unanimité, décide:

- d'accepter la démission de Oxfordshire Services Limited, ayant son siège à Akara Building, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Island et enregistrée au registre public des sociétés de B.V.I. sous le No.21405 de ses fonctions de commissaire aux comptes.

- de nommer comme nouveau commissaire aux comptes la société «Compagnie d'Etude et de Conseil Luxembourg s.a.», 38, avenue du X Septembre L-2550 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-59942. La société terminera le mandat de commissaire aux comptes qui viendra à échéance en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014159861/19.

(140181586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Lehr S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 59, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 94.166.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014159841/10.

(140181863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Loer G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5531 Remich, 9, rue de l'Europe.

R.C.S. Luxembourg B 54.042.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014159852/10.

(140181908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Made in Sud, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 6-8, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 185.243.

Suite aux cessions sous seing privé intervenues en date du 1^{er} octobre 2014, les 126 parts sociales de la société sont détenues par Monsieur Jacques Long.

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Certifié sincère et conforme

Made In Sud

Référence de publication: 2014159875/12.

(140181516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Marbrerie Hary S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-3895 Foetz, 1A, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 40.800.

Suite au décès de Madame Albertine TAPP le 6 août 2006 et suite à plusieurs cessions de parts sociales, le capital social de la Société du montant de 50.000 EUR, divisé en 400 parts sociales d'une valeur nominale de 125.-EUR chacune, est réparti comme suit:

- Monsieur Paul HARY, demeurant à L-3934 Mondercange, 26 am Mausereck:	24 parts sociales
- Monsieur Lex HARY, demeurant à L-4971 Bettange-sur-Mess, 19 rue Laangert:	24 parts sociales
- Madame Maryse HEGER-HARY, demeurant à L-8146 Bridel, 15 rue Oster:	24 parts sociales
- Madame Monique TERWINDT-HARY, demeurant à L-4319 Esch-sur-Alzette, 18 rue Robert Schumann:	24 parts sociales
- Madame Myriam TAPP-VILEYN, demeurant à F-34670 Baillargues, 8 avenue du Mas rouge:	12 parts sociales
- Monsieur Charles Gaëtan TAPP, demeurant à L-3934 Mondercange, 26, um Mausereck:	12 parts sociales
- La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois SOPAGE S.à r.l., ayant son siège social à L - 3895 Foetz, 1A Rue de l'Avenir, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 40 805:	280 parts sociales
TOTAL:	400 parts sociales

Foetz, le 30 juin 2013.

Référence de publication: 2014159876/22.

(140181207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Lazarine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 113.811.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014159836/9.

(140181793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Morton Fininvest Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 70.456.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014159871/9.

(140181209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Mytos S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 111.916.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les gérants en date du 26 mai 2014 que le siège social de la société a été transféré au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159873/13.

(140181556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Maas International, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 155.186.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 29 septembre 2014

En date du 29 septembre 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Cornelis Henricus Marie MARTENS de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat;

- de nommer Monsieur Willem Jan VAN DEN BERG, né le 11 janvier 1964 à Huizen, Pays-Bas, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5051, Science Park Eindhoven, NL-5692EB Son en Breugel, Pays-Bas, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pouvoir de signature: Avec le pouvoir d'engager la Société en toutes circonstances par sa seule signature

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Kristian DE WACHTER, Co-Gérant

- Monsieur Willem Jan VAN DEN BERG, Gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 2014.

MAAS INTERNATIONAL

Signature

Référence de publication: 2014159874/23.

(140181377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

MECS International Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, rue Général Patton.
R.C.S. Luxembourg B 109.677.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014159880/9.
(140181223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Luxembourg Investissement & Patrimoine S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 15, rue des Jardiniers.
R.C.S. Luxembourg B 88.408.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014159857/10.
(140181291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Nano Growth S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 150.698.

Der alleinige Gesellschafter der Nano Growth S.à r.l., d. h. Focus Asia GmbH, hat seinen Gesellschaftssitz von Haasstraße 9, D-64293 Darmstadt, Deutschland nach Fischerstraße 6, D-77866 Rheinau, Deutschland verlegt. Die Focus Asia GmbH ist nun im Handelsregister des Amtsgerichts Freiburg im Breisgau unter der Nummer HRB 710569 eingetragen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 13. Oktober 2014.

Für die Nano Growth S.à r.l.

Die Domizilstelle:

Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A.

Référence de publication: 2014159892/16.

(140181687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Narya S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 141.492.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée extraordinaire des actionnaires de la société en date du 14 octobre 2014 (l'«Assemblée»)

L'Assemblée accepte la démission de Mr. Laurent Bélik en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 14 octobre 2014.

L'Assemblée décide de nommer Mme Danielle Delnoije en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 14 octobre 2014 jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018:

- Danielle Delnoije, né le 14 février 1974 à Sittard, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 98, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

A Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2014159893/19.

(140181782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Microsoft MOPR Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 168.610.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014159870/10.

(140181157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Luxfen, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 65, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 82.694.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, den 14.10.2014.

Référence de publication: 2014159858/10.

(140181458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Northstar Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 174.007.

La société tient à informer que suite au transfert de l'intégralité des parts sociales la société Tribeca Services, LLC, ayant son siège social à 16192 Coastal Highway, Lewes, Delaware 19958, Etats-Unis d'Amérique, enregistré auprès du «Division of Corporations of the State of Delaware» sous le numéro 5259133 est désormais l'associé unique de la société.

Senningerberg, le 27 décembre 2012.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014159903/14.

(140181830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Novellas Maritime Topco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.836.

EXTRAIT

Il résulte d'une cession de parts signée sous seing privé en date du 12 août 2014, que la Apollo EPF II Partnership, une société constituée et existante sous les lois des îles Marshall, ayant son siège social à c/o Trust Company of the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, MH 96960, Marshall Islands a cédé toutes ses parts détenues dans la société Novellas Maritime Topco 1 S.à r.l., ayant son siège social à 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.836, à la société Novellas Maritime (Cayman) Holdings, L.P., un limited partnership soumis au droit des Îles Caïmans, ayant son siège social à Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles Caïmans

Suite à cette cession la société Novellas Maritime (Cayman) Holdings, L.P. est l'associée unique de la société Novellas Maritime Topco 1 S.à r.l..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159907/20.

(140181339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Liquid Nutrition S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 175.846.

Le présent avis fait part de la démission de:

- Laëtitia Jolival (née le 31.05.1984 à Thionville);
 - Séverine Lambert épouse Cailteux (née le 20.09.1980 à Virton);
 - Christian Mognol (né le 15.01.1962 à Esch-sur-Alzette)
- en tant qu'Administrateurs de catégorie B, avec effet au 19 septembre 2014.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Certifié sincère et conforme
Pour LIQUID NUTRITION S.A.

Référence de publication: 2014159848/15.

(140181765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Naus S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 169.962.

- Mons. Graeme Jenkins, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de classe B de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mme. Heike Kubica, avec effet au 13 octobre 2014.

- Le nouveau mandat de Mons. Graeme Jenkins prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017.

Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Signatures
Un mandataire

Référence de publication: 2014159895/16.

(140181138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

North Asset Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2422 Luxembourg, 3, rue Rénert.
R.C.S. Luxembourg B 122.134.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises le 12 Juin 2012

Il résulte des décisions de l'associé unique de North Asset Management Sarl, Argo Capital Management Property LTD, une société à responsabilité limitée ayant son siège social a 23, Lime Tree Bay Avenue, KY-KY1-1006 George Town, Cayman Islands immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Cayman Islands sous le numéro CR 189560 que:

- il a été nommé, avec effet 21 Juin 2012 et pour une durée indéterminée, en tant que gérant de la Société, Monsieur David Clark, né le 7 Février 1963 à Peterborough, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle à West Wing, Frances House Sir William Place, St Peter Port GY1 1GX Guernsey, Royaume-Uni.

Il en résulte donc que le conseil de gérance de North Asset Management Sarl se composera désormais comme suit:

- Monsieur Tom Haines, en tant que gérant de la Société; et
- Monsieur David Clark, en tant que gérant de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 Juin 2012.

Pour Argo Capital Management Property LTD
Signature
Manager

Référence de publication: 2014159902/23.

(140181628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Nayhe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 21.000,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 115.911.

Il est porté à l'attention du Registre de Commerce et des Sociétés - Luxembourg que Monsieur Nicolas Brimeyer, résidant au 15, rue Michel Lentz, L-1928 Luxembourg, a présenté sa démission de son mandat d'administrateur de la société Nayhe S.à r.l. avec effet au 9 octobre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Signatures.

Référence de publication: 2014159896/13.

(140181763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Northern Star, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 140.175.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire du 10 octobre 2014

- Il est décidé de réélire Deloitte Audit S.à r.l. en tant que réviseur d'entreprises pour une période de 2 ans se terminant à l'Assemblée Générale de 2016.

Certifié conforme et sincère

Pour NORTHERN STAR

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014159912/13.

(140181389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

NeXgen Partners, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 138.783.

*Extrait de l'assemblée générale des associés du 30/06/2014**4^{ème} résolution*

Décision de nommer monsieur Robert Zahren, né le 07/08/1965 à Luxembourg ville, résidant professionnellement 1 rue Jean-Pierre Lanter, L-5943 Itzig, en tant que Commissaire aux comptes jusqu'à la prochaine Assemblée Générale clôturant les comptes au 31/12/2014 en remplacement d'Artemis Audit & Advisory Sàrl..

Extrait de l'acte de transfert du 21/07/2014

La société, Nexgen Partners S.à r.l. représentée par le conseil de gérance, déclare:

avoir pris connaissance de la cession des 25 parts sociales de la société par:

NANUK COMMODITY TRADING LIMITED, établie et ayant son siège social à 9, Seagrave Road, London, United Kingdom, SW6 1 RP, inscrite au registre de commerce sous le numéro 06568286, propriétaire des parts sociales cédées, que ces parts sociales sont librement cessibles et transmissibles et sont libres de tout privilège, sûreté, charge ou autre restriction ou limitation quelle qu'elle soit et notamment que la cession a été approuvée par l'associé de la Société conformément aux dispositions de l'article 189 de la loi du 18 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

à l'acheteur:

Monsieur Antonio Puddu, né le 09/06/1930 à Cagliari (Italie), résidant à Via Garavetti Filippo N.14, I-92009 Cagliari (CA) Italie

et s'engager à inscrire ce transfert dans le registre des parts sociales, à l'enregistrer au Registre de Commerce et des Sociétés et à procéder à sa publication au Mémorial C, recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme et sincère

Finexis S.A.

Référence de publication: 2014159901/28.

(140181577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

New2DM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6691 Moersdorf, 4, Um Kiesel.
R.C.S. Luxembourg B 108.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014159898/9.

(140181595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

MFR Castel Romano S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 88.841.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MFR Castel Romano S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014159886/11.

(140181792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Lux Venture Finance SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 32.720.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 septembre 2014

1. La liquidation de la société LUX VENTURE FINANCE SPF, S.A., est clôturée.
2. Les livres et documents sociaux de la Société sont déposés et conservés pour une période de cinq ans à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Le Liquidateur

Référence de publication: 2014159855/15.

(140181574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Orion IV European 26 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 190.579.

EXTRAIT

En date du 30 Septembre 2014, Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173948, alors associé unique de Orion IV European 26 S.à r.l., a cédé la totalité de ses quinze mille (15.000) parts sociales qu'elle détenait dans Orion IV European 26 S.à r.l. à Orion IV European 13 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185244.

Suite à cette cession, Orion IV European 13 S.à r.l. est devenue l'associé unique de Orion IV European 26 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orion IV European 26 S.à r.l.

Référence de publication: 2014159916/19.

(140181172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Financière Castell, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 86.250.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 187.421.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of September.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, notary, residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Financière Castell, a société à responsabilité limitée, organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under Section B, number 187.421, incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Jean-Paul Meyers dated 15 May 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 7 August 2014 under number B187.421 (the "Company").

The meeting was opened at 07.00 p.m. with Maître Philipp Metzschke, lawyer, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Ms. Stefanie Kreuzer, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Maître Philipp Metzschke, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) up to eight hundred and sixty-two thousand five hundred Euro (EUR 862,500) by the issuance of eight-five million (85,000,000) ordinary shares, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each;

2. Amendment of article 5.1 of the articles of association;

3. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxy of the represented shareholders as the case may be and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders or the proxy of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented shareholders, initialed "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

III. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the shareholders present or represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to increase the share capital of the Company from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) up to eight hundred sixty-two thousand five hundred Euro (EUR 862,500) by the issuance of eighty-five million (85,000,000) new ordinary shares, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

Subscription - Liberation

The eighty-five million (85,000,000) new ordinary shares have been subscribed and entirely paid-up as follows:

PAI Europe VI Finance S.à r.l., a limited liability company ("société à responsabilité limitée") existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number B 187 479,

subscribed eighty-five million (85,000,000) new ordinary shares that were paid through a contribution in cash of an amount of eight hundred and fifty thousand Euro (EUR 850,000), which is allocated entirely to the ordinary shares.

The subscribed ordinary shares have been fully paid up in cash by the aforementioned shareholder of the Company so that the total amount of eight hundred and fifty thousand Euro (EUR 850,000) is at the disposal of the Company, as it has been shown to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the general meeting resolves to amend article 5.1 of the articles of association of the Company so that it shall now read as follows:

“ **Art. 5.1. Share capital.** The Company’s subscribed share capital is fixed at eight hundred sixty-two thousand five hundred Euro (EUR 862,500) represented by eighty-six million two hundred and fifty thousand (86,250,000), ordinary Shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each.”

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxyholder of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing parties known to the notary, such person signed together with the notary this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-quatre septembre,

Par devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire, de résidence à Rambrouch.

S’est déroulé

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Financière Castell, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social à 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.421, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Jean-Paul Meyers, en date du 15 mai 2014, publié au Mémorial C, Recueil des sociétés et associations (ci-après la «Société»).

L’assemblée est ouverte à 17.00 heures sous la présidence de Maître Philipp Metzschke, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg; lequel désigne comme secrétaire Mme Stefanie Kreuzer, Rechtsanwältin, résidant professionnellement à Luxembourg et Maître Philipp Metzschke, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, comme scrutateur.

L’assemblée étant ainsi constituée, le président a déclaré et prié le notaire instrumentant d’acter:

I- Que l’ordre du jour de l’assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), jusqu’à huit cent soixante-deux mille cinq cent euros (EUR 862.500) par l’émission de quatre-vingt-cinq millions (85.000.000) nouvelles actions ordinaires, ayant chacune une valeur nominale d’un centime (EUR 0,01);

2. Modification de l’article 5.1 des statuts;

3. Divers.

II- Que les actionnaires présents ou représentés, le mandataire des actionnaires représentés le cas échéant, ainsi que le nombre d’actions qu’ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents ou le mandataire des actionnaires ainsi que les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l’enregistrement.

La procuration des actionnaires représentés, signée «ne varietur», par les personnes comparantes restera attachée à cet acte.

III- Que l’intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d’usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l’ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV- Que la présente assemblée, réunissant l’intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu’elle est constituée, sur les points portés à l’ordre du jour.

L’assemblée générale, après avoir délibéré, demande au notaire d’acter les résolutions suivantes:

Première résolution:

L’assemblée générale décide d’augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), jusqu’à huit cent soixante-deux mille euros (EUR 862.000) par l’émission de quatre-vingt-cinq millions (85.000.000) de nouvelles actions ordinaires, ayant chacune une valeur nominale d’un centime (EUR 0,01), suivant les droits et obligations inclus dans la refonte des statuts de la Société.

Souscription - Libération

Les quatre-vingt-cinq millions (85.000.000) de nouvelles actions ordinaires ont été souscrites et entièrement payées par PAI Europe VI Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 187 479.

Les nouvelles actions ordinaires souscrites ont été intégralement payées en espèces par les actionnaires de la Société susmentionnés, de ce fait le montant total de huit cent cinquante mille euros (850.000) est à la disposition de la Société, comme ceci l'a été montré au notaire soussigné.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui doivent désormais être lus comme suit:

« **5.1. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de huit cent soixante-deux mille cinq cents euros (EUR 862.500) représenté par quatre-vingt-six millions deux cent cinquante mille (86.250.000) Parts Sociales ordinaires d'une valeur nominale de un centime d'euro (0.01 EUR) chacune.»

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant au début du document.

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, constate que sur demande du mandataire des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du mandataire de ces mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte Page 6 / 6 anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentant, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Metzschke, Kreuzer, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 01 octobre 2014. Relation: RED/2014/2140. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 08 octobre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014157279/132.

(140178202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Anla S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1280 Luxembourg, 1, rue du Père Jacques Brocquart.

R.C.S. Luxembourg B 190.786.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour du mois de septembre;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Madame Véronique REGENWETTER, maître peintre-décorateur, née à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 31 octobre 1963, demeurant à L-1280 Luxembourg, 1, rue du Père Jacques Brocquart.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "ANLA S.à r.l.", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

L'objet de la Société est également l'achat, la vente, la gestion et la location de tous immeubles, bâtis ou non bâtis, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'/aux associé(s) en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

La gérance est autorisée à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. la gérance préparera une situation intermédiaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Madame Véronique REGENWETTER, préqualifiée, et libérées entièrement par le souscripteur prêté moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont remplies et le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

L'associée unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la Société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cent cinquante euros.

Résolutions prises par l'associée unique

Et aussitôt, la comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1. Le siège social est établi à L-1280 Luxembourg, 1, rue du Père Jacques Brocquart.

2. Madame Véronique REGENWETTER, maître peintre-décorateur, née à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 31 octobre 1963, demeurant à L-1280 Luxembourg, 1, rue du Père Jacques Brocquart, est nommée gérante de la Société pour une durée indéterminée.

3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle de la gérante.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: V. REGENWETTER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 septembre 2014. LAC/2014/44009. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014157143/148.

(140178841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Patron Hainstrasse Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 133.930.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am zwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar Jean-Paul MEYERS, mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Patron Hainstrasse Holding S. à r. l., eingetragen im Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) von Luxemburg unter der Nummer B 133.930 vertreten durch

Thibaud HERBERIGS

kraft der ihm unter Privatschrift erteilten Vollmacht;

die oben genannte Vollmacht, welche von dem Vollmachtnehmer und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, bleibt der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt.

Welche Komparentin, wie vertreten den unterzeichnenden Notar gebeten hat den als BEGLAUBIGTE ABSCHRIFT beigelegten Verschmelzungsplan wie folgt zu beurkunden und anschließend zu veröffentlichen:

„Urkundenrolle Nr. W 1824 / 2014

Verhandelt

in Düsseldorf

am 27. August 2014

Vor mir, dem unterzeichnenden

Notar

Dr. Gerrit Wenz

mit dem Amtssitz in

Düsseldorf

erschieden heute:

1. Frau Rina Strauß,

geboren am 24.05.1952,

wohnhaft Urdenbacher Allee 3a, 40593 Düsseldorf,

von Person bekannt,

und

2. Herr Arnt Göppert

geboren am 30. Januar 1970,

geschäftsansäßig c/o Friedrich Graf von Westphalen & Partner,

Agrippinawerft 24, Im Rheinauhafen, 50678 Köln;

von Person bekannt.

Die Erschienene zu 1. erklärte, nicht im eigenen Namen zu handeln, sondern als einzelvertretungsberechtigte Geschäftsführerin der

Rubin 25. GmbH, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Leipzig unter der Nummer HRB 24057.
Der Erschienene zu 2. erklärte, nicht im eigenen Namen zu handeln, sondern als Bevollmächtigter für die Patron Hainstrasse Holding S. à r. l., eingetragen im Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) von Luxemburg unter der Nummer B 133.930 aufgrund der Vollmacht vom 24.06.2014, die dieser Urkunde beigelegt wird.
Der Notar fragte nach einer Vorbefassung i.S.v. § 3 Abs. 1 Satz 1 Ziff. 7 BeurkG. Sie wurde verneint.
Die Erschienenen baten um Beurkundung des folgenden

VERSCHMELZUNGSPLANS

in dem die Rubin 25. GmbH auf die Patron Hainstrasse Holding S.à r.l. verschmolzen wird:

Präambel

(A) Die Patron Hainstrasse Holding S.à r.l., eine luxemburger Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxemburg, ist im Handelsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 133.930 eingetragen („**ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT**“).

(B) Die Rubin 25. GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist im Handelsregister des Amtsgerichts Leipzig unter HRB 24057 eingetragen („**ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT**“).

(C) Die **ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT** hat ein voll eingezahltes Stammkapital in Höhe von EUR 25.000. Es bestehen zwei Geschäftsanteile im Nennwert von EUR 20.000 und EUR 5.000. Diese Geschäftsanteile werden von der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** gehalten.

(D) Dieser Verschmelzungsplan wurde von der Geschäftsführerin der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** und von dem Vorstand der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** entworfen und von dem Vorstand der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** angenommen. Eine separate Zustimmung der Geschäftsführung der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** ist nicht erforderlich.

(E) Die **ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT** und die **ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT** werden nachfolgend auch als „**VERSCHMELZENDE GESELLSCHAFTEN**“ bezeichnet.

§ 1. Vermögensübertragung. Die **ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT** überträgt ihr Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten unter Ausschluss der Abwicklung auf die **ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT**, und zwar im Wege der Verschmelzung durch Aufnahme. Eine Gegenleistung für die Vermögensübertragung wird nicht gewährt.

§ 2. Keine Gegenleistung. Da sich alle Anteile der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** in der Hand der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** befinden, entfallen Angaben über den Umtausch der Anteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 2, 3 und 5 UmwG und des Artikels 261 (2) (b) des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der aktuellen Fassung (nachfolgend „Luxemburger Gesellschaftsgesetz“). Im Zusammenhang mit der Verschmelzung werden keine neue Geschäftsanteile an der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** ausgegeben.

§ 3. Folgen der Verschmelzung für die Beschäftigung. Die **VERSCHMELZENDE GESELLSCHAFTEN** beschäftigen keine Arbeitnehmer.

§ 4. Schlussbilanz und Verschmelzungstichtag.

4.1 Der Verschmelzung liegen die Bilanzen der **VERSCHMELZENDE GESELLSCHAFTEN** zum 31. Dezember 2013 als Schlussbilanzen zugrunde.

4.2 Die Übertragung des Vermögens der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** erfolgt im Innenverhältnis rückwirkend zum 01. Januar 2014, 0:00 Uhr. Unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung gelten von diesem Zeitpunkt an alle Handlungen der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** als für Rechnung der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** vorgenommen (Verschmelzungstichtag).

4.3 Soweit die Verschmelzung nicht wirksam bis zum 31. August 2014 beim Handelsregister der Übertragenden Gesellschaft angemeldet wurde, werden der Verschmelzung Bilanzen der Verschmelzenden Gesellschaften zum 31. März 2014 als Schlussbilanzen zugrunde gelegt. Die Übertragung des Vermögens der Übertragenden Gesellschaft erfolgt dann im Innenverhältnis mit Wirkung zum 1. April 2014, 0.00 Uhr. Unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung gelten von diesem Zeitpunkt an alle Handlungen der Übertragenden Gesellschaft als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen.

§ 5. Besondere Rechte und Vorteile.

5.1 Besondere Rechte im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 7 UmwG bestehen bei der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** nicht. Einzelnen Anteilshabern werden im Rahmen der Verschmelzung keine besonderen Rechte an der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** gewährt. Auf Ebene der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** gibt es weder Anteilshaber mit Sonderrechten noch Inhaber von Wertpapieren (mit Ausnahme der Geschäftsanteile) im Sinne des Artikels 261 (2) (f) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes. Im Zusammenhang mit der Verschmelzung werden keinem Anteilshaber und keinem Mitglied des Vertretungs- oder Aufsichtsorgans der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** besondere Vorteile im Sinne des Artikels 261 (2) (g) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes gewährt.

5.2 Ebenso werden niemandem besondere Vorteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG gewährt.

§ 6. Satzung der Übernehmenden Gesellschaft. Die Satzung der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT sowie eine Übersetzung sind dieser Urkunde als Anlage beigefügt.

Die Satzung der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT wird im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung nicht geändert. Sie gilt nach der Verschmelzung unverändert fort.

§ 7. Angaben zur Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens, das auf die Übernehmende Gesellschaft übertragen wird.

7.1 Die ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT wird die aufgrund der Verschmelzung auf sie übertragenen Vermögenswerte der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT mit den in der (handelsrechtlichen) Schlussbilanz der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT verwendeten Buchwerten in ihrer Bilanz ansetzen.

7.2 Die ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT hat ihr steuerrechtliches Wahlrecht hinsichtlich der Aufstockung der Buchwerte in der steuerlichen Schlussbilanz zum 31. Dezember 2013 noch nicht ausgeübt. Eine Aufstockung in der steuerlichen Schlussbilanz der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT zum 31. Dezember 2013 wird jedoch höchstens zu einer Erhöhung der Buchwerte des übertragenen Vermögens der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT in ihrer steuerlichen Schlussbilanz zum 31. Dezember 2013 in Höhe von Euro 1 Million führen. Die ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT hat die auf sie übergehenden Vermögensgegenstände mit dem in der steuerlichen Schlussbilanz der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT enthaltenen Wert zu übernehmen.

§ 8. Rechte der Gläubiger.

8.1 Soweit die Gläubiger der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT nicht Befriedigung ihrer Forderungen verlangen können, ist ihnen nach Maßgabe des § 122j UmwG Sicherheit zu leisten. Dieses Recht steht den Gläubigern nur zu, wenn sie binnen zwei Monaten nach dem Tag, an dem der Verschmelzungsplan oder sein Entwurf bekannt gemacht worden sind, ihren Anspruch nach Grund und Höhe schriftlich anmelden und glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderungen gefährdet wird. Dieses Recht auf Sicherheitsleistung steht den Gläubigern nur im Hinblick auf solche Forderungen zu, die vor oder bis zu 15 Tage nach Bekanntmachung des Verschmelzungsplans oder seines Entwurfs im Handelsregister der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT entstanden sind.

Sofern die Gläubiger der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT ihr Recht auf Sicherheitsleistung nach Maßgabe des § 122j Abs. 1 UmwG geltend machen, wird ihnen entsprechende Sicherheit geleistet.

Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT, Reisholzer Werftstr. 47, 40549 Düsseldorf, eingeholt werden.

8.2 Die Gläubiger der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT, deren Ansprüche vor der Veröffentlichung des beurkundeten Verschmelzungsplans im Amtsblatt von Luxemburg entstanden sind, können sich, ungeachtet etwaiger anderslautender Vereinbarungen, binnen zwei Monaten nach dem Tag der Veröffentlichung an den Vorsitzenden Richter der Wirtschaftskammer des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement), das für den Bezirk, in dem sich der Satzungssitz oder, bei Eilbedürftigkeit, zumindest der tatsächliche (Verwaltungs)Sitz der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT befindet, zuständig ist, wenden, um einen Antrag auf angemessene Sicherheitsleistung für ihre Forderungen, unabhängig von deren Fälligkeit, zu stellen, sofern die Verschmelzung eine derartige Sicherheitsleistung erforderlich macht. Der Vorsitzende Richter hat den Antrag zurückzuweisen, falls ein Gläubiger bereits über ausreichende Sicherheiten verfügt oder falls eine Sicherheitsleistung, im Hinblick auf das Vermögen der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT nach der Verschmelzung, nicht notwendig ist. Eine Zurückweisung des Antrags eines Gläubigers erfolgt auch dann, wenn die ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT die Forderungen des Gläubigers, auch wenn es sich um eine befristete Verbindlichkeit handelt, erfüllt. Wird von der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT eine erforderliche Sicherheitsleistung nicht fristgerecht erbracht, so wird die zugrunde liegende Forderung sofort (unverzüglich) fällig.

Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT, 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, eingeholt werden.

§ 9. Verschiedenes.

9.1 Firma, Rechtsform und Satzungssitz der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT werden aufgrund der Verschmelzung nicht geändert.

9.2 Die ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT hat kein Grundeigentum.

9.3 Dieser Verschmelzungsplan wird der Gesellschafterversammlung der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT zum Zwecke der Beschlussfassung über die Verschmelzung zugeleitet. Eine Zustimmung der Gesellschafter der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT ist gemäß § 122g Abs. 2 UmwG und nach Artikel 278 des luxemburgischen Handelsgesetzbuches nicht erforderlich.

9.4 Die durch diesen Plan und seine Durchführung bei den VERSCHMELZENDEN GESELLSCHAFTEN entstehenden Kosten trägt die ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT.

9.5 Die deutsche Fassung dieses Verschmelzungsplans ist verbindlich.

Das Protokoll wurde den Erschienenen vom Notar vorgelesen, von ihnen genehmigt und sodann von ihnen und dem Notar eigenhändig wie folgt unterschrieben:

gez. Rina Strauß

gez. Arnt Göppert
gez. Dr. Gerrit Wenz, Notar“

Der unterzeichnende Notar, welcher Englisch spricht und versteht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der oben genannten Partei in deutscher Sprache verfasst wurde, der eine englische Fassung folgt; auf Antrag derselben Personen und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der deutsche Text.

Worauffin vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Partei(en) vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende urschriftliche Urkunde, mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Following is the English translation of the above text:

In the year two thousand fourteen, on the twentieth October.

Before Maître Jean-Paul MEYERS, notary, residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

Patron Hainstrasse Holding S. à r. l., registered with the Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) of Luxembourg under number B 133.930, represented by,

Thibaud HERBERIGS

by virtue of a proxy given under private seal,

such proxy, signed by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing, as represented, requested the undersigned notary to enact and publish the succeeding authentic copy of a notarial deed as following:

“No. W 1824 of the Notarial Records

Register for 2014

Done

in Düsseldorf

on 27 August 2014

Before me, the undersigned

notary

Dr. Gerrit Wenz

with offices in

Düsseldorf

appeared today:

1. Ms Rina Strauß,

born on 24 May 1952,

resident Urdenbacher Allee 3a,

40593 Düsseldorf,

personally known,

and

2 Mr. Arnt Göppert,

born on 30 January 1970,

with business address: c/o Friedrich Graf von Westphalen & Partner,

Agrippinawerft 24, Im Rheinauhafen, 50678 Köln;

personally known.

The person appeared to 1. declared that she is not acting on her own behalf, but as a managing director with sole power of representation of

Rubin 25. GmbH, registered with the commercial register of the local court of Leipzig under HRB 24057.

The person appeared to 2. declared that he is not acting on his own behalf, but as an attorney-in-fact on behalf of

Patron Hainstrasse Holding S. à r. l., registered with the Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) of Luxembourg under number B 133.930,

on the basis of the power of attorney dated 24.06.2014 which will be attached to this deed.

The Notary's question as to a prior involvement within the meaning of § 3 (1) sent. 1 no. 7 of the Notarial Recordings Act was answered in the negative.

The appearing individuals asked the Notary to record the following

MERGER PLAN

in which the Rubin 25. GmbH shall be merged onto Patron Hainstrasse Holding S.à r.l.:

Preamble

(A) The Patron Hainstrasse S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, is registered with the Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) of Luxembourg under number B 133.930 ("ACQUIRING COMPANY").

(B) The Rubin 25. GmbH, a German company with limited liability is registered with the commercial register of the local court of Leipzig under HRB 24057 ("TRANSFERRING COMPANY").

(C) The issued capital of the TRANSFERRING COMPANY, amounting to EUR 25,000, has been fully paid-up. The issued capital is divided into two shares with par value of EUR 20,000 and EUR 5,000. Those shares are held by the ACQUIRING COMPANY.

(D) This merger plan has been drawn up by the managing director of the TRANSFERRING COMPANY and by the board of managers of the ACQUIRING COMPANY and was adopted by the board of managers of the ACQUIRING COMPANY. A separate approval by the management of the TRANSFERRING COMPANY is not required.

(E) The TRANSFERRING COMPANY and the ACQUIRING COMPANY hereinafter also shall be referred to as: the "MERGING COMPANIES".

§ 1. Transfer of assets and liabilities. The TRANSFERRING COMPANY shall transfer its entire assets and liabilities as a whole, including any rights and obligations, without liquidation, to the ACQUIRING COMPANY, namely in the course of the merger by means of acquisition (fusion par absorption). No compensation is paid for the transfer of the assets.

§ 2. No Consideration. As the ACQUIRING COMPANY is the sole shareholder of the TRANSFERRING COMPANY, the indication of an exchange ratio within the meaning of Section 122c Para 2 no. 2, 3 and 5 UmwG and article 261 (2) (b) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Luxembourg Companies" Act) is not required. No new shares of the ACQUIRING COMPANY shall be issued in the context of the merger.

§ 3. Repercussions of the Merger for the Employment. The MERGING COMPANIES do not have any employees.

§ 4. Closing Balance and Effective Date of the Merger.

4.1 For this merger the accounts of the MERGING COMPANIES as per 31 December 2013 will be used as closing balances.

4.2 The transfer of the assets of the TRANSFERRING COMPANY shall be with retroactive effect internally as at January 01, 2014, 0:00 a.m. For accounting purposes, from this moment on, all transactions made by the TRANSFERRING COMPANY shall be deemed to be made for the account of the ACQUIRING COMPANY (Merger Effective Date).

4.3 To the extent the merger has not been validly filed with the commercial register of the Transferring Company as per 31 August 2014, the merger shall be based on the accounts of the Merging Companies as per 31 March 2014. The transfer of the assets of the Transferring Company shall then be effected internally as of 1 April 2014, 0.00 a.m. For accounting purposes, from this moment on, all transactions made by the Transferring Company shall be deemed to be made for the account of the Acquiring Company.

§ 5. Special Rights and Advantages.

5.1 Special rights within the meaning of Section 122c Para 2 no. 7 UmwG do not exist at the TRANSFERRING COMPANY. Shareholders having special rights and holders of securities (other than shares) within the meaning of article 261 (2) (f) of the Luxembourg Companies Act do not exist at the level of the ACQUIRING COMPANY. No shareholder or member of the administrative, management, supervisory or control bodies of the ACQUIRING COMPANY is granted any special advantage in connection with the merger within the meaning of article 261 (2) (g) of the Luxembourg Companies Act.

5.2 Likewise, no one is granted a special advantage within the meaning of Section 122c Para 2 no. 8 UmwG.

§ 6. Articles of association of the Acquiring Company. The articles of association of the ACQUIRING COMPANY and a translation thereof are attached to this plan.

The Articles of association of the ACQUIRING COMPANY will not be amended upon the merger. They will continue to have unaltered legal effect after the merger.

§ 7. Information regarding the evaluation of the assets and liabilities that are being transferred to the Acquiring Company.

7.1 The ACQUIRING COMPANY will record the assets of the TRANSFERRING COMPANY, that shall be transferred in the course of the merger, in its accounts with the the book values used in the (German commercial law) final accounts of the TRANSFERRING COMPANY.

7.2 The TRANSFERRING COMPANY has not yet executed its German tax law option to step up its book values in the German tax law final accounts as of 31 December 2013. A step up in the German tax law final accounts of the TRANSFERRING COMPANY as at 31 December 2013 will, however, increase the book value of the transferring assets of the TRANSFERRING COMPANY in its German tax law final accounts as at 31 December 2013 by at most Euro 1 million. The ACQUIRING COMPANY has to take over the assets which are transferred to it at the value included in the German tax law final accounts of the TRANSFERRING COMPANY.

§ 8. Creditors' rights.

8.1 As far as the creditors of the TRANSFERRING COMPANY cannot demand fulfilment of their claims, they are entitled to a security pursuant to Section 122j Para. 1 UmwG. The creditors only have such right if they file their claims in writing within two months after the day of publication of the merger plan or its draft and have provided evidence that as a consequence of the merger the enforcement of their claims are jeopardised. This right to security for the creditors exists only for such claims which existed prior to or come into existence until 15 days after the publication of the merger plan or its draft in the commercial register of the TRANSFERRING COMPANY.

To the extent the creditors of the TRANSFERRING COMPANY file their right to security in accordance with Section 122j Para. 1 UmwG, the corresponding security will be granted.

Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at Reisholzer Wertstr. 47, 40549 Düsseldorf from the TRANSFERRING COMPANY.

1. 8.2 The creditors of the ACQUIRING COMPANY whose claims predate the date of publication of the deeds recording the merger in the Luxembourg Official Gazette may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months of that publication to the judge presiding the chamber of the District Court (Tribunal d'Arrondissement) dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the ACQUIRING COMPANY is located and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, where the merger would make such protection necessary. The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the company after the merger. The ACQUIRING COMPANY may cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt. If the safeguards are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due.

Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

§ 9. Miscellaneous.

9.1 The name, corporate form and registered office of the ACQUIRING COMPANY will not be changed as a result of the merger.

9.2 The TRANSFERRING COMPANY has no real property.

9.3 This merger plan shall be submitted to the general meeting of the shareholders of the ACQUIRING COMPANY for approval. The approval of the shareholders meeting of the TRANSFERRING COMPANY is not required pursuant to Section 122g Para 2 UmwG and article 278 of the Luxembourg Companies Act.

9.4 Any costs of the MERGING COMPANIES caused by this plan and its execution shall be borne by the TRANSFERRING COMPANY.

9.5 The German version of this merger plan shall be binding.

The protocol was read to the appearing individuals by the Notary, approved by them and signed by them and the Notary in their own hand as follows:

gez. Rina Strauß

gez. Arnt Göppert

gez. Dr. Gerrit Wenz, Notar"

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing person, the present deed has been worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the German text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person(s), who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Gezeichnet: Herberigs, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 octobre 2014. Relation: RED/2014/2253. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, ausgestellt auf stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 22. Oktober 2014.

Jean-Paul MEYERS.

[Authentifizierte elektronische Unterschrift bei der Übermittlung an das Handelsregister enthalten.]

Anlage

SATZUNG DER ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT

A. Purpose - Duration - Name - Registered Office

Art. 1. There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, development and exploitation of any immovable property located in European Union, as well as the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of these participations. The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets. The Company may also grant loans to subsidiaries, affiliated companies or third parties. The Company may borrow in any form and in particular privately issue bonds.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of "Patron Hainstrasse Holding S.à r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share Capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

Art. 10. The bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors nor assigns may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, which do not need to be shareholders.

The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of management, who need not necessarily be shareholders. In that case, the Company will be bound in all circumstances by the signature of one sole member of the board of management. The managers may be dismissed freely at any time.

The board of management may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The board of management shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of management.

In dealings with third parties, the board of management has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's object.

The board of management shall meet upon call) by the chairman, or one of its members, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the board of management, but in his absence, the board of management may appoint another of its members as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of management must be given to its members twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each member of the board of management in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of management.

Any member of the board of management may act at any meeting of the board of management by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another member of the board of management as his proxy. Any member of the board of management may represent more than one of his colleagues.

Any member of the board of management may participate in any meeting of the board of management by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The board of management can deliberate or act validly only if at least a majority of the members of the board of management is present or represented at a meeting of the board of management. Decisions shall be taken by a majority of votes of the members of the board of management present or represented at such meeting.

The board of management may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of management shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by one member of the board of management. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by one member of the board of management.

Art. 15. The death or resignation of the sole manager or of a member of the board of management, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The sole manager or the members of the board of management do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the Sole Shareholder - Collective Decisions of the Shareholders

Art. 17. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. The sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial Year - Annual Accounts - Distribution of Profits

Art. 20. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 21. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the sole manager or the board of management prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the members.

The sole manager or the board of management is authorized to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Folgt die deutsche Übersetzung:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Es wird hiermit, zwischen den jetzigen Inhabern der ausgegebenen Anteile und all denen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (société à responsabilité limitée), (die „Gesellschaft“) der sie die nachstehende Satzung sowie die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen zugrunde legen.

Art. 2. Den Gegenstand der Gesellschaft bilden die Durchführung aller Transaktionen, die im direkten oder indirekten Zusammenhang mit dem Erwerb, der Entwicklung und der Verwertung unbeweglicher Vermögenswerte in der Europäischen Union stehen, sowie der Erwerb von Beteiligungen an Unternehmungen jeglicher Form und die Leitung, Bewirtschaftung, Kontrolle und Entwicklung dieser Beteiligungen. Die Gesellschaft darf ihre Mittel für den Aufbau, die Bewirtschaftung, die Entwicklung und die Veräußerung eines Portfolios von Wertpapieren und Patenten jeglichen Ursprungs, für den Erwerb von Wertpapieren und Patenten durch Anlage, Zeichnung, Übernahme oder Option und für deren Verwertung im Wege des Verkaufs, der Übertragung, des Austauschs oder in anderer Weise verwenden.

Die Gesellschaft darf außerdem Bürgschaften und Sicherheiten zu Gunsten Dritter leisten, um ihre Obligationen oder die Obligationen von Tochtergesellschaften, verbundenen Gesellschaften oder jeglichen anderen Gesellschaften zu sichern. Sie darf ihr Vermögen ganz oder teilweise verpfänden, übertragen, belasten oder in anderer Weise als Sicherheit verwenden. Die Gesellschaft darf darüber hinaus Tochtergesellschaften, verbundenen Gesellschaften oder Dritten Kredite gewähren. Die Gesellschaft darf Kredite in jeglicher Form aufnehmen und insbesondere Anleihen privat platzieren.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

Art. 4. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „Patron Hainstrasse Holding S.à r.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum verlegt werden. Die Gesellschaft kann Zweigstellen oder Agenturen sowohl im Großherzogtum als auch im Ausland eröffnen.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in fünfhundert (500) Anteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).

Jeder Anteil gewährt ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Mehrheitsbeschluss der Gesellschafter geändert werden, vorausgesetzt, dass die zustimmenden Gesellschafter Dreiviertel des Kapitals vertreten.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer für jeden Anteil an. Die Miteigentümer eines Anteils müssen durch eine einzige Person gegenüber der Gesellschaft vertreten sein.

Art. 9. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile unter Lebenden an Dritte bedarf der Zustimmung der Hauptversammlung. Die Beschlussfassung erfolgt mit einer Mehrheit, welche Dreiviertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch Konkurs noch die Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter.

Art. 11. Weder Gläubiger noch Rechtsnachfolger können, für jeglichen Grund es auch sein mag, Siegel an den Vermögenswerten und Dokumenten der Gesellschaft anbringen.

C. Geschäftsführung

Art. 12. Die Gesellschaft wird geführt durch einen oder mehrere Geschäftsführer. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein.

Der oder die Geschäftsführer werden von der Hauptversammlung ernannt. Die Hauptversammlung hält auch die Dauer des Mandates fest.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern, wird die Gesellschaft durch die Geschäftsführung, dessen Mitglieder nicht unbedingt Gesellschafter sein müssen, verwaltet. In diesem Falle wird die Gesellschaft in allen Gelegenheiten durch die Unterschrift von einem Mitglied der Geschäftsführung verpflichtet. Die Mitglieder der Geschäftsführung können zu jedem Zeitpunkt und ohne Angabe von Gründen aus ihren Funktionen entlassen werden.

Sondervollmachten oder begrenzte Vollmachten können unter authentischem oder privatschriftlichem Dokument an eine oder mehrere Personen ausgestellt werden.

Art. 13. Die Geschäftsführung wählt aus dem Kreise ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden und hat auch die Möglichkeit, einen stellvertretenden Vorsitzenden zu bestellen. Sie kann auch einen Sekretär bestellen, welcher nicht Mitglied der Geschäftsführung sein muss, und welcher für die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Dritten gegenüber hat die Geschäftsführung unter allen Umständen unbeschränkte Vollmacht zu Handlungen im Namen der Gesellschaft und zur Genehmigung von Geschäften und Handlungen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Die Geschäftsführung wird durch den Vorsitzenden oder durch eines seiner Mitglieder an dem in dem Einberufungsschreiben bestimmten Ort einberufen. Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Sitzung der Geschäftsführung; in seiner Abwesenheit kann die Geschäftsführung mit Mehrheit der Anwesenden ein anderes Mitglied der Geschäftsführung ernennen, um den Vorsitz dieser Sitzungen zeitweilig zu führen.

Jedes Mitglied der Geschäftsführung erhält wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung ein Einberufungsschreiben, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Auf schriftliche, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebene Einwilligung eines jeden Mitgliedes der Geschäftsführung, kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen der Geschäftsführung, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche von einem vorherigen Beschluss der Geschäftsführung festgesetzt wurden.

Jedes Mitglied der Geschäftsführung kann sich in der Sitzung der Geschäftsführung aufgrund einer schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied der Geschäftsführung vertreten lassen. Ein Mitglied der Geschäftsführung kann mehrere andere Mitglieder der Geschäftsführung vertreten.

Jedes Mitglied der Geschäftsführung kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, jeder Teilnehmer an der Sitzung kann alle andere verstehen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Die Geschäftsführung ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen ihrer auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrerer schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, vorausgesetzt solche Beschlüsse werden schriftlich bestätigt; die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll das als Nachweis der Beschlussfassung gilt.

Art. 14. Die Protokolle aller Sitzungen der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführungsmitgliedern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von einem Mitglied der Geschäftsführung unterzeichnet.

Art. 15. Die Gesellschaft wird durch den Tod oder den Rücktritt eines Mitgliedes der Geschäftsführung, aus welchem Grund auch immer, nicht aufgelöst.

Art. 16. Der alleinige Geschäftsführer oder die Mitglieder der Geschäftsführung haften aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für Verbindlichkeiten der Gesellschaft oder der Gesellschafter nicht persönlich. Er / Sie sind nur für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

D. Entscheidungen des Alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Art. 18. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Die Abänderung der Satzung benötigt die Zustimmung einer einfachen Mehrheit der Gesellschafter, sofern diese wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Der alleinige Gesellschafter übt die Befugnisse, die der Hauptversammlung gemäß Sektion XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen, angehören.

E. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monat Januar eines jeden Jahres und endet am letzten Tag des Monats Dezember des selben Jahres.

Art. 21. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten geschlossen und der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung stellen das Inventar, in dem sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent des Nettogewinns werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung ist berechtigt, Interimdividenden zu verteilen, soweit ausreichende Mittel zur Verteilung verfügbar sind.

F. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 23. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest. Falls nicht anders vorgesehen, haben die Liquidatoren alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Das verbleibende Guthaben, der aus der Verwertung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu ihren bestehenden Anteil am Kapital aufgeteilt.

Art. 24. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Erschienenen auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 octobre 2014. Relation: RED/2014/2253. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Releveur (signé): Kirsch.

Référence de publication: 2014171453/542.

(140195730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Polonia Property, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 924.798,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 96.617.

PROJET DE FUSION

In the year two thousand and fourteen, on the third day of November;

before Us Maître Francis KESSELER, notary residing in ESCH-SUR-ALZETTE (Grand Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

1. Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

on behalf of the board of managers of POLONIA PROPERTY, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 96617, hereinafter referred to as the "Absorbing Company",

by virtue of a proxy given by the members of the board of managers of the Absorbing Company dated 29 October 2014.

2. Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

on behalf of Kite Sp. z o.o., a limited liability company incorporated under the laws of the Republic of Poland, having its registered office at Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Warsaw, Poland, entered into the register of entrepreneurs maintained by the District Court for the capital city of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Department of the National Court Register under no. 238659 (the "Absorbed Company 1");

by virtue of a proxy given by the members of the board of managers of the Absorbed Company 1 dated 30 October 2014.

3. Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

on behalf of Kestrel Sp. z o.o., a limited liability company incorporated under the laws of the Republic of Poland, having its registered office at Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Warsaw, Poland, entered into the register of entrepreneurs maintained

by the District Court for the capital city of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Department of the National Court Register under no. 190900 (the "Absorbed Company 2");

by virtue of a proxy given by the members of the board of managers of the Absorbed Company 2 dated 30 October 2014.

4. Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

on behalf of Buzzard F Sp. z o.o., a limited liability company incorporated under the laws of the Republic of Poland, having its registered office at A1. Jana Pawla II 29, 00-867 Warsaw, Poland, entered into the register of entrepreneurs maintained by the District Court for the capital city of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Department of the National Court Register under no. 256633 (the "Absorbed Company 3");

by virtue of a proxy given by the members of the board of managers of the Absorbed Company 3 dated 30 October 2014.

5. Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

on behalf of Buzzard E Sp. z o.o., a limited liability company incorporated under the laws of the Republic of Poland, having its registered office at Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Warsaw, Poland, entered into the register of entrepreneurs maintained by the District Court for the capital city of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Department of the National Court Register under no. 256389 (the "Absorbed Company 4");

by virtue of a proxy given by the members of the board of managers of the Absorbed Company 4 dated 30 October 2014.

6. Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

on behalf of Snipe Duo Sp z o.o., a limited liability company incorporated under the laws of the Republic of Poland, having its registered office at Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Warsaw, Poland, entered into the register of entrepreneurs maintained by the District Court for the capital city of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Department of the National Court Register under no. 284963 (the "Absorbed Company 5");

by virtue of a proxy given by the members of the board of managers of the Absorbed Company 5 dated 30 October 2014.

Such proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(The Absorbed Company 1, the Absorbed Company 2, the Absorbed Company 3, the Absorbed Company 4 and the Absorbed Company 5 being together referred to as the "Absorbed Companies" and together with the Absorbing Company, the "Merging Companies").

Such appearing persons, acting as stated here above, have requested the notary to record in the notarial form the present draft merger project (the "Merger Project") relating to the Merging Companies as follows:

WHEREAS:

(i) The Absorbing Company is a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited liability company), having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 96617, incorporated pursuant to a notarial deed of Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 24 October 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1224 on 20 November 2003, page 58729. The articles of association of the Absorbing Company have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary, on 13 December 2013, published in the Mémorial number 1063 on 25 April 2014, page 50988. The subscribed capital of the Absorbing Company is set at nine hundred and twenty-four thousand seven hundred and ninety-eight Euros (EUR 924,798.-) and is fully paid up;

(ii) none of the Merging Companies has a supervisory board;

(iii) the Merging Companies have not been dissolved or declared bankrupt, nor has a suspension of payment been declared with respect to the Merging Companies;

(iv) none of the Merging Companies has a works council or a trade union that has amongst its members employees of one of the Merging Companies or any of their subsidiaries;

(v) the Absorbed Companies do not employ any employees;

(vi) the Absorbed Companies intend to cease conducting any business activity in Poland;

(vii) the shareholders of the Absorbing Company intend to simplify the corporate structure by merging the Absorbed Companies into the Absorbing Company;

(viii) the proposed merger is subject to the condition that the shareholder of the Absorbing Company approves the present Merger Project at an extraordinary general meeting of shareholders (that will take place following at least one (1) month from the date of publication of the present Merger Project in the Mémorial and Monitor Sadowy i Gospodarczy,

in conformity with the law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "Luxembourg Law") and the Polish Commercial Companies' Code (the "CCC");

(ix) The board of managers of the Absorbing Company has approved and issued a merger report to the attention of the shareholder of the Absorbing Company, dated 31 October 2014, in accordance with the provisions of Article 265 (1) of the Luxembourg Law.

The Merging Companies propose a cross-border merger within the meaning of Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of the European Union of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies and the relevant local Polish and Luxembourg laws applicable to the Merging Companies as a result of which:

- the Absorbed Companies will cease to exist without going into liquidation; and
- the Absorbing Company will acquire the assets and liabilities of the Absorbed Companies under a universal title of succession;

it being understood that this Merger Project is drawn up in English, French and Polish and that in case of any discrepancy between the English version and the other versions, the English version will prevail.

The specifics to be mentioned pursuant to Article 516³ of the CCC and Article 261 et seq of the Luxembourg Law, are as follows:

1. Type of legal entity, name, registered office/official seat, name of the official register and entry number of the Merging Companies and the merger type (Art. 516³ point 1 of the CCC and Art. 261 (2) a) of the Luxembourg Law).

(i) POLONIA PROPERTY, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 96617.

(ii) Kite Sp. z o.o., a limited liability company incorporated under the laws of the Republic of Poland, having its registered office at Al. Jana Pawła II 29, 00-867 Warsaw, Poland, entered into the register of entrepreneurs maintained by the District Court for the capital city of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Department of the National Court Register under no. 238659.

(iii) Kestrel Sp. z o.o., a limited liability company incorporated under the laws of the Republic of Poland, having its registered office at Al. Jana Pawła II 29, 00-867 Warsaw, Poland, entered into the register of entrepreneurs maintained by the District Court for the capital city of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Department of the National Court Register under no. 190900.

(iv) Buzzard F Sp. z o.o., a limited liability company incorporated under the laws of the Republic of Poland, having its registered office at Al. Jana Pawła II 29, 00-867 Warsaw, Poland, entered into the register of entrepreneurs maintained by the District Court for the capital city of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Department of the National Court Register under no. 256633.

(v) Buzzard E Sp. z o.o., a limited liability company incorporated under the laws of the Republic of Poland, having its registered office at Al. Jana Pawła II 29, 00-867 Warsaw, Poland, entered into the register of entrepreneurs maintained by the District Court for the capital city of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Department of the National Court Register under no. 256389.

(vi) Snipe Duo Sp z o.o., a limited liability company incorporated under the laws of the Republic of Poland, having its registered office at Al. Jana Pawła II 29, 00-867 Warsaw, Poland, entered into the register of entrepreneurs maintained by the District Court for the capital city of Warsaw in Warsaw, XII Commercial Department of the National Court Register under no. 284963.

The merger will be effected through the transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Companies to the Absorbing Company (the merger through the acquisition), in line with Article 492 § 1 point 1 of the CCC and Art. 274 (1) a) of the Luxembourg Law.

2. Articles of association of the Absorbing Company (Art. 516³ point 15 of the CCC and Art. 261 (4) a) of the Luxembourg Law). The articles of association of the Absorbing Company shall not be amended in connection with the merger.

The text of the articles of association of the Absorbing Company is attached to this Merger Project as Annex A.

3. Ratio of exchange of other securities of the Absorbed Companies for securities of the Absorbing Company and the amount of additional payments (Art. 516³ point 3 of the CCC -Art. 261 2a) of the Luxembourg Law). There are no other securities of the Absorbed Companies than the shares. Therefore, the requirement for information on the exchange ratio referred to in Art. 516³ point 3 of the CCC (also pursuant to Article 516¹⁵ § 1 of the CCC) and Art. 261 2a) of the Luxembourg Law is not applicable.

4. Rights conferred by the Absorbing Company on the holders of shares in the Absorbed Companies to which special rights are attached and the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them. As there are neither shares to which special rights are attached, nor persons who, in any other capacity than as shareholders, have special rights against the Absorbed Companies, no special rights and no compensations will be granted at the expense of the Absorbing Companies to anyone.

5. The date as of which other securities give the right to participate in the profits of the Absorbing Company, as well as other terms concerning the acquisition or exercise of that right if such terms have been stipulated Art. 516³ point 7 of the CCC). The date as of which the shares entitle holders to participate in the profits of the Absorbing Company and other terms of exercising of this right (Art. 516³ point 6 of the CCC - Art. 261 2d) of the Luxembourg Law). There will be no other securities issued by the Absorbing Company. Therefore, the requirement for information on the date referred to in Art. 516³ point 7 of the CCC is not applicable.

There will be no shares issued by the Absorbing Company. Therefore, the requirement for information on the date referred to in Art. 516³ point 6 of the CCC and Art. 261 2d) of the Luxembourg Law is not applicable.

6. Special advantages granted to experts or members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies of the Merging Companies (Art. 516³ point 8 of the CCC and Art. 261 (2) g) of the Luxembourg Law). There will be no special advantages granted to experts or members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies of the Merging Companies.

7. Intentions with regard to the composition of the board of managers of the Absorbing Company after the cross-border merger. There is no intention to change the composition of the board of managers of the Absorbing Company after the cross-border merger.

At present the board of managers of the Absorbing Company is constituted as follows:

- Mr. Karol MAZIUKIEWICZ, professionally residing at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg;
- Mr. Decian Michael MC GRATH, professionally residing at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; and
- Mr. Otis SPENCER, professionally residing at al. Jana Pawla II 29,00-867 Warsaw, Poland.

The composition of the board of managers of the Absorbing Company shall not be amended on occasion of this merger.

8. Date from which the transactions of the Absorbed Companies shall be treated for accounting purposes as being those of the Absorbing Company (Art. 516³ point 12 of the CCC and Art. 261 (2) e) of the Luxembourg Law). The transactions of the Absorbed Companies shall be treated for accounting purposes as being those of the Absorbing Company starting on the moment this merger shall be effective being the publication date in the Memorial C of the general meeting of the shareholders of the Absorbing Company approving the cross-border merger (the "Effective Date").

The financial data of the Absorbed Companies will be accounted for in the annual accounts of the Absorbing Company as per Effective Date.

The aforesaid takes into account the regulations governed by the Polish Accounting Act of 29 September 1994.

9. Ratio of exchange of shares of the Absorbed Companies for shares of the Absorbing Company (Art. 516³ point 2 of the CCC and Art. 261 (2) b) of the Luxembourg Law). Other rights granted by the Absorbing Company to the shareholders or holders of other securities than shares in the Absorbing Company (Art. 516³ point 4 of the CCC), and other terms of shares or other securities issuance in the Absorbing Company (Art. 516³ point 5 of the CCC). As this is a cross-border merger of a parent company with its 100% subsidiaries, there is no allotment of shares in the Absorbing Company pursuant to Article 516¹⁵ § 1 of the CCC.

There are no other rights granted by the Absorbing Company to the shareholders or holders of securities other than shares in the Absorbing Company.

There are no other terms of issuance of shares or other securities in the Absorbing Company.

10. Contemplated continuation or termination of activities. The activities of the Absorbed Companies will be continued by the Absorbing Company. No business activity will be conducted in Poland directly by the Absorbing Company after the cross-border merger.

11. Information on the valuation of assets and liabilities of the Absorbed Companies to be acquired by the Absorbing Company as of 1 October 2014 (Art. 516³ point 13 of the CCC and Art. 261 (4) d) of the Luxembourg Law). The valuation of the relevant assets and liabilities of the Absorbed Companies to be acquired by the Absorbing Company was last made on 1 October 2014 on the basis of their book value.

11.1 The valuation of assets and liabilities of the Absorbed Company 1 (Kite Sp. z o.o.) to be acquired by the Absorbing Company is as follows:

ASSETS

Fixed assets - PLN 48,336,651

Current assets - PLN 29,125

TOTAL ASSETS ~ PLN 48,365,776

LIABILITIES

Equity - PLN 48,320,571

Payables and reserves for payables - PLN 45,205

TOTAL LIABILITIES - PLN 48,365,776

11.2 The valuation of assets and liabilities of the Absorbed Company 2 (Kestrel Sp. z o.o.) to be acquired by the Absorbing Company is as follows:

ASSETS

Fixed assets - PLN 63,443,881.69

Current assets - PLN 471,548.51

TOTAL ASSETS - PLN 63,915,430.20

LIABILITIES

Equity-PLN 63,914,432.07

Payables and reserves for payables - PLN 998.13

TOTAL LIABILITIES - PLN 63,915,430.20

11.3 The valuation of assets and liabilities of the Absorbed Company 3 (Buzzard F Sp. z o.o.) to be acquired by the Absorbing Company is as follows:

ASSETS

Fixed assets - PLN 12,729,281.49

Current assets - PLN 853,377.54

TOTAL ASSETS - PLN 13,582,659.03

LIABILITIES

Equity-PLN 13,581,200.88

Payables and reserves for payables - PLN 1,458.15

TOTAL LIABILITIES - PLN 13,582,659.03

11.4 The valuation of assets and liabilities of the Absorbed Company 4 (Buzzard E Sp. z o.o.) to be acquired by the Absorbing Company is as follows:

ASSETS

Fixed assets - PLN 25,834,307.94

Current assets - PLN 103,402.51

TOTAL ASSETS-PLN 25,937,710.45

LIABILITIES

Equity - PLN 25,933,788.68

Payables and reserves for payables - PLN 3,921.77

TOTAL LIABILITIES - PLN 25,937,710.45

11.5 The valuation of assets and liabilities of the Absorbed Company 5 (Snipe Duo Sp. z o.o.) to be acquired by the Absorbing Company is as follows:

ASSETS

Fixed assets - PLN 102,765,650

Current assets - PLN 378,065.66

TOTAL ASSETS - PLN 103,143,715.66

LIABILITIES

Equity-PLN 102,469,195.66

Payables and reserves for payables - PLN 674,520.00

TOTAL LIABILITIES - PLN 103,143,715.66

12. Likely repercussions on employment (Art. 516³ point 11 of the CCC and Art. 261 (4) b) of the Luxembourg Law).

The cross-border merger will not have any negative effect on employment.

13. Procedures for employee participation (Art. 516³ point 10 of the CCC and Art. 261 (4) c) of the Luxembourg Law). As none of the Merging Companies is operating under an employee participation system within the meaning of Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of the European Union of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies, and the Absorbed Companies do not employ any employees, no procedure by which arrangements for the involvement of employees in the participation in the company resulting from the cross-border merger is legally prescribed and, therefore, no employee participation arrangements have to be made.

14. Terms of exercising of creditors' and minority shareholders' rights and indication of the address at which any person free of any charge may receive full information on these terms (Art. 516³ point 9 of the CCC, Art. 262 (2) c) and Art. 268 (1) of the Luxembourg Law). The creditors of the Absorbed Companies shall be entitled to raise their claims against the proposed merger within a month from the publication of this merger proposal in the Polish Official Court and Business Gazette (in Polish: Monitor Sadowy i Gospodarczy) in accordance with article 516¹⁰ of the CCC. Further information about the creditors' rights in that respect shall be made available free of charge at the registered

office of the Absorbed Company 1 at Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Warsaw, Poland, at the registered office of the Absorbed Company 2 at Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Warsaw, Poland, at the registered office of the Absorbed Company 3 at Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Warsaw, Poland, at the registered office of the Absorbed Company 4 at Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Warsaw, Poland and at the registered office of the Absorbed Company 5 at Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Warsaw, Poland.

The creditors of the Absorbing Company shall be entitled to raise their claims against the proposed cross-border merger within two months from the publication of minutes of the general meeting of the shareholders of the Absorbing Company approving the merger in the Mémorial C, in accordance with article 268 (1) and article 262 (2) c) of the Luxembourg Law. Further information about the creditors' rights in that respect shall be made available free of charge at the registered office of the Absorbing Company at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

It is noted that as there are no minority shareholders in the Merging Companies, no specific terms are provided by the merger proposal in that respect.

15. The date for closing the books in the Merging Companies (Art. 516³ point 14 of the CCC). The date for closing the books in the Absorbed Companies for the purpose of the cross-border merger shall be the Effective Date. The aforesaid takes into account the regulations governed by the Polish Accounting Act of 29 September 1994.

The applicable regulations of the law of Luxembourg do not require to have the Absorbing Company's books closed following the merger.

16. The date of the most recently adopted annual accounts or interim financial statements, used to establish the conditions of the cross-border merger. The date of the most recently interim financial statements is:

- Absorbing Company: 1 October 2014
- Absorbed Company 1: 1 October 2014
- Absorbed Company 2: 1 October 2014
- Absorbed Company 3: 1 October 2014
- Absorbed Company 4: 1 October 2014
- Absorbed Company 5: 1 October 2014

17. Annexes. Annexes to this draft Merger Project form an integral part of this proposal.

Annex A: Current articles of association of the Absorbing Company

Annex B: Draft resolutions approving the merger for the Absorbing Company

Annex C: Determination of the value of assets for the Absorbed Companies as of 1 October 2014

Annex D: Determination of the value of assets for the Absorbing Company as of 1 October 2014

Annex E: Statement about the book value of the Absorbed Companies

Annex F: Polish translation of the Merger Project

In accordance with article 271 of the Luxembourg Law, the undersigned notary certifies the legality of the present Merger Project.

Statement

The present deed is worded in English, followed by a French version. A Polish translation is included as Appendix F to this deed, since Polish statutory law stipulates that the Merger Project is executed and filed in Polish. Therefore, from a Polish law perspective, the English translation of the Merger Project, as included in this deed, is for information purposes only. From a Luxembourg law perspective, the parties agree that in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte

L'an deux mille quatorze, le trois novembre.

Par-devant nous, Maître Francis KESSELER, notaire résidant à ESCH-SUR-ALZETTE (Grand-Duché de Luxembourg),

ONT COMPARU:

1. Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch/Alzette, au nom du conseil de gérance de POLONIA PROPERTY, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 96617, ci-après dénommée la "Société Absorbante",

en vertu d'une procuration donnée par tous les membres du conseil de gérance de la Société Absorbante en date du 29 octobre 2014.

2. Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch/Alzette, au nom du conseil de gérance de Kite sp, z o.o., une société constituée et existant selon les lois de la Pologne, ayant son siège social à Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, immatriculée auprès du Registre des entrepreneurs détenu par le Tribunal de District de la Capitale de la Ville de Varsovie, 12^{ème} Division Commerciale - sous le numéro 238659 (la "Société Absorbée 1");

en vertu d'une procuration donnée par tous les membres du conseil de gérance de la Société Absorbée en date du 30 octobre 2014.

3. Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch/Alzette, au nom du conseil de gérance de Kestrel sp, z o.o., une société constituée et existant selon les lois de la Pologne, ayant son siège social à Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, immatriculée auprès du Registre des entrepreneurs détenu par le Tribunal de District de la Capitale de la Ville de Varsovie, 12^{ème} Division Commerciale - sous le numéro 190900 (la "Société Absorbée 2");

en vertu d'une procuration donnée par tous les membres du conseil de gérance de la Société Absorbée 2 en date du 30 octobre 2014.

4. Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch/Alzette, au nom du conseil de gérance de Buzzard F sp, z o.o., une société constituée et existant selon les lois de la Pologne, ayant son siège social à Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, immatriculée auprès du Registre des entrepreneurs détenu par le Tribunal de District de la Capitale de la Ville de Varsovie, 12^{ème} Division Commerciale - sous le numéro 256633 (la "Société Absorbée 3");

en vertu d'une procuration donnée par tous les membres du conseil de gérance de la Société Absorbée 3 en date du 30 octobre 2014.

5. Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch/Alzette au nom du conseil de gérance de Buzzard E sp, z o.o., une société constituée et existant selon les lois de la Pologne, ayant son siège social à Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, immatriculée auprès du Registre des entrepreneurs détenu par le Tribunal de District de la Capitale de la Ville de Varsovie, 12^{ème} Division Commerciale - sous le numéro 256389 (la "Société Absorbée 4");

en vertu d'une procuration donnée par tous les membres du conseil de gérance de la Société Absorbée 4 en date du 30 octobre 2014.

6. Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

au nom du conseil de gérance de Snipe Duo sp, z o.o., une société constituée et existant selon les lois de la Pologne, ayant son siège social à Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, immatriculée auprès du Registre des entrepreneurs détenu par le Tribunal de District de la Capitale de la Ville de Varsovie, 12^{ème} Division Commerciale - sous le numéro 284963 (la "Société Absorbée 5");

en vertu d'une procuration donnée par tous les membres du conseil de gérance de la Société Absorbée en date du 30 octobre 2014.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

(La Société Absorbée 1, la Société Absorbée 2, la Société Absorbée 3, la Société Absorbée 4, la Société Absorbée 5 sont ensemble désignées comme les «Sociétés Absorbées» et ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»).

Lesquelles comparantes, agissant comme mentionné ci-dessus, ont requis le notaire d'acter le présent projet de fusion (le "Projet de Fusion") relatif à la Société Absorbante et la Société Absorbée comme suit:

ALORS QUE:

(i) La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B96617, constituée suite à un acte notarié de Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 24 octobre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1224 en date du 20 novembre 2003, page 137100. Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné le 13 décembre 2013, publié au Mémorial numéro 1063 le 25 avril 2014, page 50988. Le capital souscrit de la Société Absorbante est fixé à neuf cent vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix-huit euros (EUR 924.798,-) et est entièrement libéré;

(ii) aucune des Sociétés Fusionnantes n'a un conseil de surveillance;

(iii) les Sociétés Fusionnantes n'ont pas été dissoutes ou déclarées en faillite, aucune suspension de paiement n'a été déclarée en ce qui concerne les Sociétés Fusionnantes;

(iv) aucune des Sociétés Fusionnantes n'a un comité d'entreprise ou un syndicat ayant parmi ses membres un employé d'une des Sociétés Fusionnantes ou une de leurs filiales;

- (v) les Sociétés Absorbées n'emploient pas de salariés,
- (vi) les Sociétés Absorbées envisagent de cesser toute activité professionnelle en Pologne;
- (vii) les associés de la Société Absorbante envisagent de simplifier la structure organisationnelle en fusionnant les Sociétés Absorbées avec la Société Absorbante;

(viii) la fusion proposée est soumise à la condition que l'associé de la Société Absorbante approuve le présent Projet de Fusion lors d'une assemblée générale extraordinaire des associés (qui devra se tenir au moins un (1) mois à compter de la date de publication du présent Projet de Fusion au Mémorial et au Monitor Sadowy i Gospodarczy, en conformité avec la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la "Loi Luxembourgeoise") et le Code des Sociétés Commerciales de Pologne (le "CCC");

(ix) le conseil de gérance de la Société Absorbante a approuvé et émis un rapport sur la fusion à l'attention de l'associé de la Société Absorbante, daté du 31 octobre 2014, en conformité avec l'article 265 (1) de la Loi Luxembourgeoise.

Les Sociétés Fusionnantes proposent une fusion transfrontalière au sens de la Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux et les lois polonaises et luxembourgeoises applicables aux Sociétés Fusionnantes ayant comme conséquence que:

- Les Sociétés Absorbées cesseront d'exister sans être mises en liquidation; et
- la Société Absorbante acquerra les actifs et passifs des Sociétés Absorbées grâce à une transmission universelle de patrimoine;

étant entendu que ce Projet de Fusion est établi en anglais, polonais et en français et en cas de divergence entre la version anglaise et les autres versions, la version anglaise prévaudra.

Les détails devant être indiqués conformément à l'Article 516³ du CCC et l'Article 261 et suivants de la Loi Luxembourgeoise, sont les suivants:

1. Type d'entité légale, nom, siège social / siège officiel, nom du registre officiel et numéro d'inscription des Sociétés Fusionnantes et le type de fusion (Art. 516³ point 1 du CCC et Art. 261(2) a) de la Loi Luxembourgeoise).

(i) POLONIA PROPERTY, une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand Duché de Luxembourg ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg sous le numéro B96617.

(ii) Kite sp. z o.o., une société constituée et existant selon les lois de la Pologne, ayant son siège social à Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, immatriculée auprès du Registre Judiciaire National détenu par le Tribunal de District de la Ville de Varsovie, 12^{ème} Division Commerciale -KRS sous le numéro 238659.

(iii) Kestrel sp. z o.o., une société constituée et existant selon les lois de la Pologne, ayant son siège social à Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, immatriculée auprès du Registre Judiciaire National détenu par le Tribunal de District de la Ville de Varsovie, 12^{ème} Division Commerciale -KRS sous le numéro 190900.

(iv) Buzzard F sp. z o.o., une société constituée et existant selon les lois de la Pologne, ayant son siège social à Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, immatriculée auprès du Registre Judiciaire National détenu par le Tribunal de District de la Ville de Varsovie, 12^{ème} Division Commerciale -KRS sous le numéro 256633.

(v) Buzzard E sp. z o.o., une société constituée et existant selon les lois de la Pologne, ayant son siège social à Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, immatriculée auprès du Registre Judiciaire National détenu par le Tribunal de District de la Ville de Varsovie, 12^{ème} Division Commerciale -KRS sous le numéro 256389.

(vi) Snipe Duo sp. z o.o., une société constituée et existant selon les lois de la Pologne, ayant son siège social à Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, immatriculée auprès du Registre Judiciaire National détenu par le Tribunal de District de la Ville de Varsovie, 12^{ème} Division Commerciale - KRS sous le numéro 284963.

La fusion sera effective par le transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante (la fusion via l'acquisition), conformément à l'Article 492 § 1 point 1 du CCC, Art. 491 § 1 (1) du CCC et Art. 274(1) a) de la Loi Luxembourgeoise.

2. Statuts de la Société Absorbante (Art. 516³ point 15 du CCC et Art. 261 (4) a) de la Loi Luxembourgeoise). Les Statuts de la Société Absorbante ne devront pas être modifiés en lien avec la fusion.

Le texte des statuts de la Société Absorbante est attaché à ce projet des termes de fusion en Annexe A.

3. Rapport d'échange des autres titres de la Société Absorbée en titres de la Société Absorbante et le montant des paiements additionnels (Art. 516³ point 3 du CCC - Art. 261 2a) de la Loi Luxembourgeoise). Il n'y a pas d'autres titres de la Société Absorbée autre que les actions. En conséquence, l'exigence d'information du rapport d'échange mentionné à l'Art. 516³ point 3 du CCC et l'Art.261 2a) du la Loi Luxembourgeoise n'est pas applicable.

4. Droits conférés par la Société Absorbante aux détenteurs d'actions dans les Sociétés Absorbées auxquelles des droits spéciaux sont attachés et les détenteurs de titres autres que d'actions, ou les mesures proposées les concernant. Comme il n'y a ni actions auxquelles des droits spéciaux sont attachés, ni des personnes qui, en qualité autre

qu'associés, ont des droits spéciaux à l'égard des Sociétés Absorbées, aucun droit spécial et aucune compensation ne seront accordés aux dépens de la Société Absorbante à quiconque.

5. La date à partir de laquelle d'autres titres donnent le droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante, ainsi que d'autres termes concernant l'acquisition ou l'exercice de ce droit si ces termes ont été stipulés (Art. 516³ point 7 du CCC). La date à partir de laquelle les parts sociales confèrent le droit à leurs détenteurs de participer au bénéfice de la Société Absorbante et les autres termes pour exercer ce droit (Art. 516³ point 6 du CCC - Art. 261 2d) de la Loi Luxembourgeoise). Il n'y aura pas d'autres titres émis par la Société Absorbante. En conséquence, l'exigence d'information sur la date référencée à l'Art. 516³ point 7 n'est pas applicable.

Il n'y aura pas de parts sociales émises par la Société Absorbante. En conséquence, l'exigence d'information sur la date indiquée à l'Art. 516³ point 6 et l'Art. 261 2d) de la Loi Luxembourgeoise n'est pas applicable.

6. Avantages spéciaux accordés aux experts ou membres des organes d'administration, de gestion, de supervision ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes (Art. 516(3) point 8 du CCC et Art. 261 (2) g) de la Loi Luxembourgeoise). Il se sera accordé aucun avantage spécial à un expert ou membre des organes d'administration de gestion, de supervision ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes.

7. Intentions au sujet de la composition du conseil de gérance de la Société Absorbante après la fusion transfrontalière. Il n'y a aucune intention de changer la composition du conseil de gérance de la Société Absorbante après la fusion transfrontalière.

Actuellement le conseil de gérance de la Société Absorbante est constitué comme suit:

- M. Karol MAZIUKIEWICZ, ayant sa résidence professionnelle au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg;
- M. Declan Michael MC GRATH, ayant sa résidence professionnelle au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; and
- M. Otis SPENCER, ayant sa résidence professionnelle au al. Jana Pawla II 29,00-867 Varsovie, Pologne.

La composition du conseil de gérance de la Société Absorbante ne sera pas modifiée à l'occasion de la Fusion.

8. Date à partir de laquelle les transactions de la Société Absorbée seront traitées à des fins comptables comme étant celles de la Société Absorbante (Art. 516³ point 12 du CCC et Art. 261 (2)e) de la Loi Luxembourgeoise). Les transactions des Sociétés Absorbées seront traitées à des fins comptables comme étant celles de la Société Absorbante à partir du moment où cette fusion sera effective étant la date de publication au Mémorial C, de l'assemblée générale des associés de la Société Absorbante approuvant la fusion transfrontalière (la "Date Effective").

Les données financières des Sociétés Absorbées seront comptabilisées dans les comptes annuels de la Société Absorbante à partir de la Date Effective.

Ce qui est susmentionné tient compte des règlements régis par l'Acte Comptable Polonais du 29 septembre 1994.

9. Rapport de change des actions de la Société Absorbée en parts sociales de la Société Absorbante (Art 516³ point 2 du CCC et Art. 261 (2) b) de la Loi Luxembourgeoise). Autres droits accordés par la Société Absorbante aux associés ou détenteurs de titres autres que des parts sociales dans la Société Absorbante (Art. 516³ point 4 du CCC). Autres termes de parts sociales ou autres titres émis par la Société Absorbante (Art. 516³ point 5 du CCC). Etant donné qu'il s'agit d'une fusion transfrontalière d'une société mère avec ses filiales détenues à 100%, il n'y a pas d'attribution de parts sociales par la Société Absorbante dans les termes de l'Article 516¹⁵ § 1 du CCC.

Il n'y a pas d'autres droits accordés par les Sociétés Absorbantes aux associés ou détenteurs de titres autres que des parts sociales par la Société Absorbante.

Il n'y a pas d'autres termes d'émission de parts sociales ou autres titres par la Société Absorbante.

10. Continuation ou cessation envisagées d'activités. Les activités de la Société Absorbée seront continuées par la Société Absorbante. Aucune activité commerciale directe ne sera réalisée en Pologne par la Société Absorbante après la Fusion.

11. Information sur l'évaluation des actifs et passifs des Sociétés Absorbées devant être acquis par la Société Absorbante au 1^{er} octobre 2014 (Art. 516³ point 13 du CCC et Art. 261 (4) d) de la Loi Luxembourgeoise). L'évaluation des actifs et passifs concernés des Sociétés Absorbées devant être acquis par la Société Absorbante a été réalisée pour la dernière fois le 1^{er} octobre 2014 sur base de leurs valeurs comptables.

11.1 L'évaluation de l'actif et du passif de la Société Absorbée 1 (Kite Sp. z o.o.) devant être acquis par la Société Absorbante est la suivante:

ACTIF

Actifs immobilisés - PLN 48.336.65,-

Actifs circulant - PLN 29.125,-

TOTAL DE L'ACTIF - PLN 48.365.776,-

PASSIF

Capital - PLN 48.320.571,-

Dettes et réserves pour les dettes - PLN 45.205,-

TOTAL DU PASSIF - PLN 48.365.776,-

11.2 L'évaluation de l'actif et du passif de la Société Absorbée 2 (Kestrel Sp. z o.o.) devant être acquis par la Société Absorbante est la suivante:

ACTIF

Actifs immobilisés - PLN 63.443.881,69

Actifs circulant - PLN 471.548,51

TOTAL DE L'ACTIF - PLN 63.915.430,20

PASSIF

Capital-PLN 63.914.432.07,-

Dettes et réserves pour les dettes - PLN 998,13

TOTAL DU PASSIF - PLN 63.915.430,20,-

11.3 L'évaluation de l'actif et du passif de la Société Absorbée 3 (Buzzard F Sp. z o.o.) devant être acquis par la Société Absorbante est la suivante:

ACTIF

Actifs immobilisés - PLN 12.729.281,49

Actifs circulant - PLN 853.377,54

TOTAL DE L'ACTIF - PLN 13.582.659,03

PASSIF

Capital-PLN 13.581.200,88

Dettes et réserves pour les dettes - PLN 1.458,15

TOTAL DU PASSIF - PLN 13.582.659,03

11.4 L'évaluation de l'actif et du passif de la Société Absorbée 4 (Buzzard E Sp. z o.o.) devant être acquis par la Société Absorbante est la suivante:

ACTIF

Actifs immobilisés - PLN 25.834.307,94

Actifs circulant - PLN 103.402,51

TOTAL DE L'ACTIF - PLN 25.937.710,45

PASSIF

Capital-PLN 25.933.788,68

Dettes et réserves pour les dettes - PLN 3.921,77

TOTAL DU PASSIF - PLN 25.937.710,45

11.5 L'évaluation de l'actif et du passif de la Société Absorbée 5 (Snipe Duo Sp. z o.o.) devant être acquis par la Société Absorbante est la suivante:

ACTIF

Actifs immobilisés - PLN 102.765.650,-

Actifs circulant - PLN 378.065,66

TOTAL DE L'ACTIF - PLN 103.143.715,66

PASSIF

Capital - PLN 102.469.195,66

Dettes et réserves pour les dettes - PLN 674.520,-

TOTAL DU PASSIF - PLN 103.143.715,66

12. Répercussions probables sur l'emploi (Art. 516³ point 11 du CCC et Art. 261(4) b) de la Loi Luxembourgeoise).
La fusion transfrontalière n'aura aucun effet négatif sur l'emploi.

13. Procédures pour la participation des employés (Art. 516³ point 10 du CCC et Art. 261 (4) c) de la Loi Luxembourgeoise). Comme aucune des Sociétés Fusionnantes n'agit sous un système de participation des employés au sens des dispositions de la Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, et les Sociétés Absorbées n'emploient pas de salariés, aucune procédure prévoyant des arrangements pour l'engagement des employés dans la participation au sein de la société résultant de la fusion transfrontalière est légalement prescrite et, donc, aucun arrangement pour la participation des employés ne doit être réalisé.

14. Conditions d'exercice des droits des créanciers et des associés minoritaires et indication de l'adresse à laquelle toute personne peut recevoir gratuitement les informations complètes de ces conditions (Art. 516³ point 9 du CCC,

Art. 262 (2) c) et Art. 268 (1) de la Loi Luxembourgeoise). Les créanciers des Sociétés Absorbées seront habilités à faire valoir leurs réclamations contre la fusion proposée endéans un mois à partir de la publication de cette proposition de fusion dans la Gazette de la Cour Officielle et Economique (Monilor Sadowy i Gospodarczy) conformément à l'article 516¹⁰ du CCC. De plus amples informations au sujet des droits des créanciers à ce sujet doivent être mises à disposition gratuitement au siège social de la Société Absorbée 1 au Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, au siège social de la Société Absorbée 2 au Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, au siège social de la Société Absorbée 3 au Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, au siège social de la Société Absorbée 4 au Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne, au siège social de la Société Absorbée 5 au Al. Jana Pawla II 29, 00-867 Varsovie, Pologne.

Les créanciers de la Société Absorbante seront habilités à faire valoir leurs réclamations contre la fusion proposée endéans deux mois à partir de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale des associés de la Société Absorbante approuvant la fusion au Mémorial C, conformément à l'article 268 (1) et l'article 262 (2) c) de la Loi Luxembourgeoise. De plus amples informations au sujet des droits des créanciers à ce sujet doivent être mises à dispositions gratuitement au siège social de la Société Absorbante au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Il est noté qu'il n'y a pas d'associés minoritaires dans les Sociétés Fusionnantes, aucune condition particulière n'est prévue par la proposition de fusion à cet égard.

15. La date de clôture des comptabilités des Sociétés Fusionnantes (Art. 516³ point 14 du CCC). La date de clôture de la comptabilité des Sociétés Absorbées dans le cadre de la Fusion transfrontalière sera la Date Effective. Ce qui précède tient compte des réglementations gouvernées par l'Acte Comptable Polonais du 29 septembre 1994.

Les réglementations applicables de la Loi Luxembourgeoise ne requièrent pas de clôturer la comptabilité de la Société Absorbante suite à la fusion.

16. La date des comptes annuels les plus récemment adoptés ou des comptes intérimaires, utilisée pour établir les conditions de la fusion transfrontalière. La date des arrêtés comptables récents est:

Société Absorbante: 1^{er} octobre 2014

Société Absorbée 1: 1^{er} octobre 2014

Société Absorbée 2: 1^{er} octobre 2014

Société Absorbée 3: 1^{er} octobre 2014

Société Absorbée 4: 1^{er} octobre 2014

Société Absorbée 5: 1^{er} octobre 2014

17. Annexes. Les annexes de ce Projet de Fusion font partie intégrante de cette proposition.

Annexe A: Derniers statuts de la Société Absorbante

Annexe B: Projet des résolutions approuvant la fusion de la Société Absorbante

Annexe C: Arrêtés comptables des Sociétés Absorbées au 1^{er} octobre 2014

Annexe D: Arrêté comptable de la Société Absorbante au 1^{er} octobre 2014

Annexe E: Rapport sur la valeur comptable des actifs des Sociétés Absorbées

Annexe F: Traduction polonaise du Projet de Fusion

Conformément à l'article 271 de la Loi Luxembourgeoise, le notaire soussigné certifie la légalité du présent Projet de Fusion.

Déclaration

Le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française. Une traduction polonaise est inclus dans l'annexe F de cet acte, puisque la loi statutaire polonaise stipule que la proposition de fusion est réalisée et enregistrée en polonais. En conséquence, d'un point de vue de la loi polonaise la traduction anglaise de la Fusion, telle qu'incluse dans cet acte, est seulement à titre d'information. D'un point de vue la loi luxembourgeoise, les parties acceptent qu'en cas de divergence entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 novembre 2014. Relation: EAC/2014/14887. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Suivent les statuts de la société absorbante

Annexe A: Derniers statuts de la Société Absorbante

STATUTS COORDONNES

Art. 1. There is formed by the present appearing party mentioned above and all persons and entities who may become partners in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated 10th August, 1915 on commercial companies, as well as by the present Articles (hereafter the Company).

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations, without falling within the scope of the law of 31 st July, 1929 on pure holding companies.

In particular, the Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop such securities and patents. The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name POLONIA PROPERTY, S.à r.l.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole partner or of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6.

6.1. The Company's subscribed capital is fixed at nine hundred twenty-four thousand seven hundred ninety-eight euro (EUR 924,798.-) represented by five hundred (500) class Z shares, eighty six thousand and seven hundred and ninety (86,790) class A shares, one hundred thirty six thousand nine hundred and fifty one (136,951) class B shares, eighty four thousand four hundred and thirty (84,430) class C shares, four hundred and seventy (470) class D shares, one hundred twenty thousand eleven (120,011) class E shares, eighty three thousand nine hundred and ninety (83,990) class F shares, four hundred and ninety (490) class G shares, one hundred twelve thousand and four hundred and ninety (112,490) class H shares, one hundred fourteen thousand and eleven (114,011) class J shares, fifty three thousand nine hundred and ninety (53,990) class K shares, forty one thousand nine hundred and ninety (41,990) class L shares, eighty seven thousand five hundred and eleven (87,511) class M shares, one thousand thirty four (1,034) class N shares, one hundred and thirty nine (139) class O shares, and one (i) class P share having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all entirely paid up.

6.2 The Company's capital will be divided into different classes of shares. The subscribed capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) will constitute a first separate class of shares (class Z) represented by five hundred class Z shares. Such Z class is not linked to any particular investment made by the Company. Further 20 classes of shares (from class A shares to class T shares) may be created progressively through the issue of new shares related to a specific class. Such future classes of shares shall be created by future increases of the Company's capital or by conversion of existing shares in issue in future classes of shares, and each such future created class of shares will be linked to a specific investment of the Company.

Each time a new investment is due to be made by the Company, the manager or the board of managers will take a resolution approving the investment, setting out the characteristics of the investment and determining which class of shares will be related to that specific investment.

Each share entitles its holder to exercise one vote in the general partners meeting of the Company.

6.3 The Company shall establish and keep separate analytical accounts for each existing class of shares (collectively the Accounts and each an Account).

Any capital contribution, either as nominal capital, or as premium (if any), made to the Company by or on behalf of the holder(s) of a specific class of shares and the related assets, current or previous profits or losses, expenses, distribution of dividends and liabilities shall be allocated to the corresponding Account, respectively.

The Company will make, manage and dispose of investments from the aggregated capital contributions (as these may change from time to time) allocated to the separate Accounts in accordance with the investment policy applied by the manager/board of managers pursuant to guidelines received from the single partner or the general meeting of partners.

For the purpose of determining the economic rights (including dividend distribution, redemption rights and liquidation rights) attaching to each class of shares, the holder(s) of each separate class of shares shall be deemed to be entitled

exclusively to the countervalue of the investments made from the capital contributions allocated to the corresponding Account, including all changes in values to the investments made and all proceeds from those investments (including liquidity). All costs relating to the investments, including general expenses made by the Company are also allocated to the relevant Accounts in accordance with the terms of article 6.4. hereof.

The holders of shares belonging to a class having a negative intrinsic value in a given period are not entitled to any dividend distribution as long as the intrinsic value of such class remains negative or equal to zero.

6.4 The intrinsic value of each specific class of shares shall be determined by the accounting value of the assets or investments to which the specific class of shares is linked including the profits directly related to such assets or investments, after deduction of the expenses, current or previous losses and costs specific to such assets or investments.

If any liability, expense, loss or cost of the Company cannot be considered as being attributable to a specific class of shares, such liability, expense, loss or cost shall be allocated to the class Z shares exclusively.

Art. 7.

7.1. The manager or the board of managers is authorised, without any need of a further decision by the single partner or the general meeting of partners, after having acknowledged in writing that the terms and conditions of these Articles are complied with and have been fulfilled, (i) to operate and to render effective any increase of the issued capital under this article 7, up to the authorised capital of € 30,000,000.-, in whole or in part, with or without the payment of a premium and with or without the creation of new classes of shares, (ii) to see to the recording of such increase(s) and the consequential amendments of the Articles before a Luxembourg notary and, (iii) to proceed to such issues on the basis of a report to be made to the single partner or the general meeting of partners on the circumstances and price of the issue (s) of shares within the authorised capital.

7.2 The authorised capital of the Company and the authorisation referred to in article 7.1. above given to the manager/ board of managers shall be valid for five years from October 24, 2003 and may be renewed for additional periods of up to five years each by resolution of the single partner or the general meeting of partners requiring the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's capital.

7.3 Each time the manager/board of managers shall issue shares within the authorised capital as provided for herein and act to operate and render effective the increase of the issued capital, the Articles shall be amended accordingly so as to reflect the result of such action. The manager/board of managers shall take or authorise any person to take any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendments, including the recording of such increase, the creation of new classes of shares, as the case may be, and the consequential amendments of the Articles before a notary.

Art. 8. The capital may be reduced or increased at any time by the cancellation or the creation of a class of shares.

The increase of capital may be achieved through resolution of the manager or the board of managers within the limits of the authorised capital as referred to in article 7 of the Articles, a decision of the single partner or by a decision of the partners general meeting, in accordance with articles 15 and 20 of these Articles.

Art. 9. A redemption or cancellation of shares is only possible if all the existing shares of the same class are repurchased or cancelled as a whole class. Further to such redemption or cancellation of all the shares related to a specific class, the Company's capital is subsequently reduced.

To the extent permitted by applicable law, the redemption price of each specific class of shares is determined by the intrinsic value such specific class represents pursuant to article 6 of these Articles. Notwithstanding the foregoing, a redemption of shares and the payment of the redemption price is possible only out of distributable profits and available reserves of the Company.

For the redemption of a class of shares, the single partner or the partners meeting must first decide to repurchase such class of shares by a resolution requiring the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's capital and the unanimous approval of all the partners of the relevant class. Once the repurchase of the shares of such specific class has been decided by the single partner or the partners meeting, the manager or the board of managers will implement the repurchase of the shares of such specific class within one month as of the date of that decision.

After this monthly period has elapsed, the single partner or the partners meeting will then decide to reduce the Company's capital in accordance with articles 15 and 20 of these Articles.

Art. 10. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share.

Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 11. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable to third parties.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the law of 10th August, 1915 on commercial companies (as amended).

Art. 12. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners will not bring the Company to an end.

Art. 13. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not be partners. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general partners meeting, by a decision adopted by partners owning more than half of the share capital.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 13 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. Managers may also cast their vote by telephone confirmed in writing. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers. Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 14. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 15. The single partner assumes all powers conferred to the general partners meeting. In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his participation in the Company's capital.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the Company's capital.

However, resolutions to alter the Company's Articles may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's capital, subject to the provisions of the law of 10th August, 1915 on commercial companies (as amended).

Art. 16. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 17. Each year, with reference to thirty-first December, the Company's financial accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will also establish annually:

- the Accounts referred to in article 6.3 of these Articles to determine the annual profits (if any) of the investment of the various existing classes of shares;
- the intrinsic value of each class of shares as referred to in Article 6.4 of these Articles
- the allocation of expenses of the Company which are not related to a specific investment between the various classes of shares (the class Z shares being excluded from this allocation).

The above mentioned allocation between the various existing classes of shares will be realised by applying the allocation key mentioned in article 6.4 of the Articles.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s). The distribution of net profits between the various existing classes is made pursuant to the profit allocation rules contained in articles 6 and 17 of the Company's Articles, bearing in mind that dividends may only be paid to the holders of shares of a specific class to the extent such class Account indicates an existing profit after deduction of potential losses realised previously by such class. Only holders of shares pertaining to a profit arising class are entitled to receive a distribution of the profits realised by such specific class pursuant to its Account and within the limits of the profits realised by the specific class. If the Company's net profits are insufficient for the distribution of dividends to each profit arising class of shares, the manager, or in case of plurality of managers, may fix a fair profit distribution key to distribute existing profits between the holders of different profit arising classes of shares.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

The dividends paid to the holders of shares of a specific class will be deducted of the profits realised by such specific class of shares and the paid dividends will diminish the profits referred to in the relevant Account.

Art. 19. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference is made to the provisions of the law of 10th August, 1915 on commercial companies (as amended) for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Traduction française du texte qui précède:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par la comparante et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents Statuts (ci-après la Société).

Art. 2. La Société pourra accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, sans tomber toutefois dans le champ d'application de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

En particulier, la Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre un portefeuille de valeurs mobilières et de brevets de n'importe quelle origine, pour participer dans la constitution, le développement et le contrôle de n'importe quelle entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des brevets, pour en disposer par voie de vente, transferts, échanges ou autrement et pour développer ses valeurs mobilières et brevets. La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. Elle pourra nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières, immobilières et mobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de POLONIA PROPERTY, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé unique ou par décision de l'assemblée générale des associés.

La Société peut ouvrir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6.

6.1 Le capital social de la Société est fixé à la somme de neuf cent vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix-huit euros (EUR 924.798,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales de classe Z, quatre-vingt-six mille sept cent quatre-vingt-dix (86.790) parts sociales de classe A, cent trente-six mille neuf cent cinquante et une (136.951) parts sociales de classe B, quatre-vingt-quatre mille quatre cent trente (84.430) parts sociales de classe C, quatre cent soixante-dix (470) parts sociales de classe D, cent vingt mille onze (120.011) parts sociales de classe E, quatre-vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-dix (83.990) parts sociales de classe F, quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts sociales de classe G, cent douze mille quatre cent quatre-vingt-dix (112.490) parts sociales de classe H, cent quatorze mille onze (114.011) parts sociales de classe J, cinquante-trois mille neuf cent quatre-vingt-dix (53.990) parts sociales de classe K, quarante et un mille neuf cent quatre-vingt-dix (41.990) parts sociales de classe L, quatre-vingt-sept mille cinq cent onze (87.511) parts sociales de classe M, mille trente-quatre (1.034) parts sociales de classe N, cent trente-neuf (139) parts sociales de classe O, et une (1) part sociale de classe P, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes entièrement libérées.

6.2 Le capital social de la Société sera divisé en différentes classes de parts sociales. Le capital social souscrit de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) constituera une première classe de parts séparée (la classe Z) représentée par cinq cents parts sociales de classe Z. Cette classe Z n'est lié à aucun investissement particulier réalisé par la Société. Vingt autres classes de parts sociales (de la classe A à la classe T) pourront être créées progressivement par l'émission de

nouvelles parts sociales liées à une classe spécifique. Ces classes de parts sociales supplémentaires pourront être créées par des augmentations futures du capital social de la Société ou par la conversion de parts sociales existantes en classes de parts sociales supplémentaires, et chacune de ces classes de parts sociales supplémentaires créée sera liée à un investissement spécifique de la Société.

Chaque fois qu'un nouvel investissement est envisagé par la Société, le gérant ou le conseil de gérance prendra une décision pour approuver cet investissement, indiquant les caractéristiques de l'investissement et déterminant quelle classe de parts sociales sera liée à cet investissement spécifique. Chaque part sociale donne à son titulaire le droit d'exercer un vote lors des assemblées des associés de la Société.

6.3 La Société établira et maintiendra des comptes analytiques séparés pour chaque classe de parts existante (collectivement les Comptes et individuellement Compte).

Chaque apport, soit comme capital nominal soit comme prime d'émission (le cas échéant), faite à la Société par ou au nom des détenteurs de parts d'une classe de parts déterminée et les actifs liés à cette classe, les bénéfices actuels ou antérieurs, les dépenses, les frais, le paiement de dividendes et les dettes seront alloués au Compte respectif.

La Société opérera, gérera et disposera des investissements des apports en capital accumulés (comme ils peuvent changer de temps en temps), tels qu'alloués aux différents Comptes, en accord avec la politique d'investissement suivie par le gérant/conseil de gérance conformément aux lignes de conduite indiquées par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Pour la détermination des droits économiques (dont la distribution de dividendes, droits de rachat et droits de liquidation) liés à chaque classe de parts, les détenteurs des parts de chacune des différentes classes seront censés avoir droit uniquement à la contre-valeur des investissements effectués au moyen des apports en capital alloués au Compte correspondant, y compris les fluctuations de valeur des investissements effectués et tous les profits de ces investissements (dont les liquidités). Tous les coûts en rapport avec les investissements, y compris les dépenses générales faites par la Société sont également alloués aux Comptes respectifs en accord avec l'article 6.4 ci-dessous.

Les détenteurs de parts, appartenant à une classe ayant une valeur intrinsèque négative dans une période déterminée, n'ont droit à aucune distribution de dividendes aussi longtemps que la valeur intrinsèque de cette classe restera négative ou égale à zéro.

6.4 La valeur intrinsèque de chaque classe spécifique de parts sociales sera déterminée par la valeur comptable des actifs ou investissements auxquels la classe spécifique de parts sociales est liée, y compris les bénéfices directement liées à de tels actifs ou investissements, après déduction des dépenses, des pertes actuelles ou antérieures et d'autres coûts particuliers à de tels actifs ou investissements.

Si une dette, dépense, perte ou coût quelconque de la Société ne peut être considéré comme étant directement attribuable à une classe spécifique de parts sociales, une telle dette, dépense, perte ou coût sera allouée à la classe spécifique de parts sociales Z exclusivement.

Art. 7.

7.1 Le gérant, respectivement le conseil de gérance, est autorisé, sans qu'une décision supplémentaire de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés ne soit requise, et après avoir certifié, par écrit, que les termes et conditions de ces Statuts ont été respectés, (i) à effectuer et à rendre effective toute augmentation de capital dans le cadre du présent article 7, à hauteur d'un capital autorisé de € 30.000.000,-, en tout ou en partie, avec ou sans paiement d'une prime d'émission et avec ou sans création de classes de parts nouvelles, (ii) de procéder à l'enregistrement de pareille/s augmentation(s) de capital et d'opérer les modifications statutaires subséquentes par devant un notaire luxembourgeois et, (iii) de procéder à de telles émissions de parts sur base d'un rapport adressé à l'associé unique, respectivement à l'assemblée générale des associés, indiquant les circonstances et prix de cette (ces) émission(s) de parts effectuée/s endéans les limites du capital autorisé.

7.2 Le capital autorisé de la Société et l'autorisation mentionnée dans l'article 7.1 ci-dessus qui est accordée au gérant/conseil de gérance sont valables pendant une période de cinq ans à compter du 24 octobre 2003 et sont renouvelables pour des périodes supplémentaires d'une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans chacune. Pareil renouvellement est décidé par simple résolution de l'associé unique, respectivement par une décision de l'assemblée générale des associés prise à une majorité représentant au moins trois quarts du capital de la Société.

7.3 Chaque fois que le gérant/conseil de gérance émet des parts nouvelles endéans les limites du capital autorisé tel que prévu ci-dessus et entreprend les démarches nécessaires pour opérer et rendre effective l'augmentation de capital, les Statuts doivent être modifiés en vue de refléter le résultat d'une telle action. Le gérant/conseil de gérance peut autoriser toute personne à prendre toutes les mesures et démarches nécessaires afin d'obtenir l'exécution et la publication de telles modifications, y compris l'enregistrement d'une telle augmentation de capital, de la création de nouvelles classes (le cas échéant), et des modifications statutaires subséquentes par- devant un notaire.

Art. 8. Le capital social pourra à tout moment être réduit ou augmenté moyennant notamment la suppression ou la création d'une classe de parts. Une augmentation du capital peut être effectuée soit par décision du gérant ou du conseil de gérance endéans les limites du capital autorisé tel qu'indiqué dans l'article 7 des Statuts, soit par décision de l'associé unique ou décision de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 et 20 des présents Statuts.

Art. 9. Le rachat ou l'annulation de parts est seulement possible si toutes les parts existantes de cette classe sont rachetées ou annulées en même temps en tant que classe de parts. Suite à pareil rachat ou annulation de toutes les parts liées à une classe spécifique, le capital de la Société est réduit en conséquence.

Dans les limites fixées par les lois applicables, le prix de rachat de chaque classe de parts spécifique est déterminé par la valeur intrinsèque d'une telle classe, calculée conformément à l'article 6 de ses Statuts. Nonobstant de ce qui précède, le rachat de parts par la Société et le paiement du prix de rachat de ses parts est uniquement possible s'il peut être effectué sur base des profits distribuables et des réserves disponibles de la Société

Pour le rachat d'une classe de parts, l'associé unique, respectivement l'assemblée des associés, doit d'abord décider du rachat d'une telle classe par une résolution requérant une majorité représentant au moins trois quarts du capital de la Société et l'approbation unanime de tous les associés de la classe de parts concernée. Une fois que le rachat des parts de pareille classe spécifique a été décidé par l'associé unique, respectivement par l'assemblée générale des associés, le gérant, respectivement le conseil de gérance, exécutera le rachat des parts de la classe spécifique endéans le mois à partir de la prise de décision. Après l'expiration de cette période d'un mois, l'associé unique, respectivement l'assemblée générale des associés, opérera la réduction du capital de la Société conformément aux articles 15 et 20 des présents Statuts.

Art. 10. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 11. Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales détenues par cet associé unique peuvent être librement cédées à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales détenues par un associé peuvent être cédées moyennant le respect des conditions contenues dans l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Art. 12. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 13. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 13.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du Conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres quelconques du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du conseil de gérance.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si tous les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés préalablement dans une résolution adoptée par le conseil de gérance. Tout gérant pourra se faire représenter à quelque réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également voter par appel téléphonique, à confirmer par écrit. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Nonobstant de ce qui précède, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par chaque et tous les membres du conseil de gérance. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 15. L'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix proportionnellement égal au nombre de parts qu'il détient dans le capital social de la Société. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Cependant, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne pourront être prises que par une décision des associés à une majorité représentant au moins trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Art. 16. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant, respectivement le conseil de gérance, dresse un inventaire comprenant une indication des valeurs actives et passives de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance établira également une fois par an:

- les Comptes tels que définis dans l'article 6.3 des présents Statuts et ce afin de déterminer le bénéfice annuel (s'il y en a) de l'investissement des différentes classes de parts existantes;
- la valeur intrinsèque de chaque classe de parts telle que définie dans l'article 6.4 des présents Statuts;
- la répartition des dépenses, non liées à un investissement spécifique, entre les différentes classes de parts (la classe de parts Z étant exclue de cette répartition).

La répartition des dépenses, dont mention ci-dessus, entre les différentes classes de parts de la Société sera réalisée par application de la clef de répartition mentionnée dans l'article 6.4 des Statuts.

Chaque associé pourra prendre connaissance de l'inventaire et du compte de profits et pertes au siège social de la Société.

Art. 18. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net de la Société, il est prélevé un montant de cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que ce fonds de réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde est à la libre disposition de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés. La distribution du bénéfice net entre les différentes classes de parts est effectuée conformément aux règles d'attribution du bénéfice contenues dans les articles 6 et 17 des Statuts, en gardant à l'esprit que des dividendes ne peuvent être payés qu'à des associés d'une classe de parts dans la mesure où le Compte de pareille classe indique l'existence d'un bénéfice après déduction des pertes potentielles réalisées antérieurement par cette classe. Seuls les associés qui détiennent des parts d'une classe bénéficiaire ont droit à une distribution du bénéfice réalisé par pareille classe conformément à son Compte et dans les limites du bénéfice réalisé par la classe en question. Si le bénéfice net de la Société est insuffisant pour opérer une distribution de dividendes à chacune des classes de parts bénéficiaires, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra fixer une clé de distribution équitable afin de distribuer le bénéfice existant entre les associés des différentes classes de parts bénéficiaires.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Les dividendes payés aux détenteurs de parts d'une classe spécifique déterminée vont être déduits des bénéfices réalisés par pareille classe de parts et les dividendes ainsi payés vont diminuer les bénéfices indiqués dans le Compte concerné.

Art. 19. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par le(s) associé(s) qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les associés se réfèrent aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

POUR STATUTS CONFORMES

Enregistré à Esch/Al. A.C.. le 05 NOV.2014. Relation:EAC\2014\14887. Reçu vingt-six euros.

Le Receveur (signé): Monique HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Esch/Alzette, le 13 janvier 2014.

Référence de publication: 2014172266/966.

(140196195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

FFS 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 165.666.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of October.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette,

There appeared:

Magrath Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 145663,

here represented by Ms. Claudia Rouckert, employee, with professional address at 5 rue Zénon Bernard, L-4030, Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg under the name of "FFS 3 S.à r.l." (the Company), having its registered office at 6, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 165666, established by a deed of Me Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, dated November 24, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 321, of February 7, 2012, and whose bylaws have been last amended pursuant to a deed of Me Jean Seckler, notary residing in Junglinster, dated November 18, 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 54, of January 7, 2014.

- The Company's share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) divided into twelve thousand five hundred (12.500) shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each.

- The appearing party, as the sole shareholder of the Company, expressly declares to proceed with the anticipated dissolution of the Company.

- The appearing party, as the liquidator of the Company, declares that all known liabilities of the Company have been settled or provisioned.

- The appearing party, as the sole shareholder of the Company, expressly declares that it assumes all the responsibilities and debts of the Company.

- The activity of the Company has ceased and all assets of the Company are transferred to its sole shareholder at their net book value, who is personally liable for all liabilities and engagements of the Company, even those currently unknown, in the same way as the latter was liable; accordingly, the liquidation of the Company is considered to be closed.

- The sole shareholder wholly and fully discharges the managers of the dissolved Company for the execution of their mandates until the date hereof.

- The accounting books and documents of the dissolved Company will be kept during a period of five (5) years at the Company's former registered office.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the undersigned notary by his full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède.

L'an deux mille quatorze, le sept octobre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

Magrath Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et existant en vertu des lois du Luxembourg, ayant son siège social au 6, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,00) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 145663,

ici représentée par Mlle. Claudia Rouckert, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- La comparante est actuellement l'associée unique de la société à responsabilité limitée établie en vertu du droit luxembourgeois sous la dénomination de «FFS 3 S.à r.l.» (la Société), ayant son siège social au 6, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165666, constituée suivant acte reçu par Me Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 24 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 321 du 7 février 2012, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte reçu par un acte de Me Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 18 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 54 du 7 janvier 2014.

- Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,00) divisé en douze mille cinq cent (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune.

- Par la présente, la comparante prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

- La comparante en sa qualité de liquidateur de la Société déclare que tout le passif connu de la Société est réglé ou provisionné.

- La comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, déclare assumer toutes les responsabilités et les dettes de la Société.

- L'activité de la Société a cessé et l'associée unique est investie de tout l'actif à sa valeur nette comptable et elle répondra personnellement de tous les engagements de la Société, même inconnus à l'heure actuelle, de la même manière que celle-ci y était tenue; partant la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée.

- L'associée unique donne décharge pleine et entière aux gérants pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date des présentes.

- Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom et prénom, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils le 9 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13680. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014158761/102.

(140180233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.

A.TH. & Associates, Management Consultants S.à.r.l. Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 95, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 45.375.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014159452/9.

(140181295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Stige S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 91.989.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160532/9.

(140182433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Zyn Coiffure S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 21, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 145.126.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ZYN COIFFURE S. à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014159420/13.

(140179959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Trophy Investments SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 132.402.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les actionnaires de la SICAV-SIF (les "Actionnaires") à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la SICAV-SIF le 18 novembre 2014 à 10.30 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- la mise en liquidation et la dissolution de la Sicav-SIF;
- la désignation du liquidateur BDO Tax & Accounting S.A., représenté par Messieurs Pierre Lentz et Reno Maurizio Tonelli, la détermination de ses pouvoirs et la fixation de sa rémunération.

Cette décision est motivée par la faiblesse des actifs et le manque de perspectives de développement de la SICAV-SIF.

Le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire des actions ("VNI") et l'émission, le remboursement et la conversion de ses actions seront suspendus à partir du 30 octobre 2014.

La dernière VNI calculée est celle datée du 30 octobre 2014 qui tient compte des frais estimés liés à la mise en liquidation et la dissolution de la SICAV-SIF.

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV-SIF.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bd.l.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Une seconde Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée si la présente Assemblée Générale Extraordinaire n'obtient pas le quorum de présence requis.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014167548/755/29.
